REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

==========

MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE
CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE

==========

DIRECTION DES PREVISIONS, DES POLITIQUES ET DES STATISTIQUES ECONOMIQUES

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

Fin décembre 2015

Date de Publication : 15 février 2016

Publication trimestrielle

SOMMAIRE

SYNTHESE i
SUMMARY ii
VUE D'ENSEMBLE 1
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL 4
I.1. PAYS AVANCÉS 4
I.2. PAYS ÉMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT 5
I.3. PAYS DE LA ZONE UEMOA 6
II. CONJONCTURE NATIONALE 8
II.1. SECTEUR REEL 9
II.2. FINANCES PUBLIQUES 18
II.3. COMMERCE EXTERIEUR 21
II.4. SITUATION DES MARCHES MONETAIRE ET BOURSIER 23
II.4.a. Marché monétaire 23
II.4.b. Marché boursier 24

TABLE DES ILLUSTRATIONS

GRAPHIQUES

Graphique 1 : Cours du dollar en Euro mis à jour à fin décembre 2015. 7
Graphique 2 : Realisations à date et prévisions annuelles 2015 du secteur primaire 10
Graphique 3 : Indice harmonisé de la production industrielle 11
Graphique 4 : Indice de production du secteur manufacturier 11
Graphique 5 : Indice de production des industries extractives 12
Graphique 6 : Production d'or entre 2012 et 2015 12
Graphique 7 : Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail 13
Graphique 8 : Répartition du nombre de passagers au départ d'Abidjan par destination 15
Graphique 9 : Transport ferroviaire 16
Graphique 10 : Taux d'inflation (2011-2015) 17
Graphique 11 : Evolution des effectifs dans le secteur moderne (2011-2015) 18
Graphique 12 : Indicateurs des finances publiques à fin décembre (en milliards de FCFA) 18
Graphique 13 : Principaux agrégats monétaires (en milliards de FCFA) 24
Graphique 14 : Principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA 25

TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de croissance dans les pays avancés en 2015 (en %) 4
Tableau 2 : Taux de croissance trimestriel dans les pays émergents (en %) 5
Tableau 3 : Taux de croissance et inflation dans l'UEMOA 6
Tableau 4: Taux de croissance et inflation dans l'UEMOA**Pays ou zone** 6
Tableau 5: Finances publiques et échanges extérieurs de l'UEMOA 6
Tableau 6 : Principales productions du secteur primaire (en tonnes) 9
Tableau 7 : Situation des dépenses en 2014 et 2015 20
Tableau 8 : Structure des exportations 22
Tableau 9 : Structure des importations 23

LISTE DES ABBREVIATIONS ET ACRONYMES

ASEAN :	Association des Nations de l'Asie du Sud-Est.
BCE :	Banque Centrale Européenne
BIC :	Bénéfice Industriel et Commercial
BRVM 10 :	Indice des dix entreprises les plus performantes du marché boursier
BRVM :	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BTP :	Bâtiments et Travaux Publics
CAF :	Coût Assurance Fret
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEI :	Communauté des Etats Indépendants
DGD :	Direction Générale des douanes
DGE :	Direction Générale de l'Economie
FCFA :	Franc de la Coopération Financière d'Afrique
FIMR :	Fond d'Investissement en Milieu Rural
FMI :	Fonds Monétaire International
Gwh :	Giga watt heure
MINAGRI :	Ministère de l'Agriculture
MW :	Mégawatt
OIT :	Organisation International du Travail
PAA :	Port Autonome d'Abidjan
PASP :	Port Autonome de San Pedro
PIB :	Produit Intérieur Brut
PME :	Petites et Moyennes Entreprises
PND :	Plan National de Développement
SAPH :	Société Africaine de Production d'Hévéa
SIR :	Société Ivoirienne de Raffinage
SMB :	Société Multinationale de Bitume
TVA :	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UE :	Union Européenne
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNESCO :	Organisation des Nations Unies pour l'Education, le Science et la Culture

SYNTHESE

Au niveau international, la croissance mondiale ressortirait en hausse de 3,1% en 2015 contre une réalisation de 3,4% en 2014 et une prévision de 3, 4% en 2016, selon les estimations du FMI de janvier 2016.

Au plan national, l'activité économique est marquée par la tenue d'une élection présidentielle apaisée et l'achèvement du Plan National de Développement pour la période 2012-2015. L'on note également une forte amélioration du climat des affaires couronnée par l'éligibilité de la Côte d'Ivoire au programme compact de la Banque Mondiale et la progression de huit (08) places au classement 2015 de l'Indice de Perception de la Corruption (CPI) de l'ONG Transparency International. Ces performances ont conduit à l'amélioration des notations souveraines de la Côte d'Ivoire, avec des perspectives stables, par Moody's et Fitch, respectivement de B1 à Ba3 et de B à B+. Elle traduit une meilleure lisibilité des investisseurs sur les perspectives économiques de la Côte d'Ivoire, ainsi qu'elle contribue à renforcer la qualité de la signature de l'Etat.

Le **secteur primaire**, à fin 2015, affiche des résultats satisfaisants avec la mise en œuvre des reformes agricoles contenues dans le PND 2012-2015. Par conséquent, il est enregistré une augmentation des productions notamment de cacao (+8,7%), de café (+19,6%), de coton graine (+3,8%), d'anacarde (+24,4%) et de sucre (+3,9%). Cependant, les réalisations au niveau de la banane et de l'ananas sont en baisse respectivement de 0,7% et 11,8%.

Tableau 1 : Principales productions dans l'agriculture d'exportation (en tonnes, sauf indication contraire)

	12 mois 2014	12 mois 2015	Variation (%) 2015/2014	Objectifs annuels
Cacao	1 678 718	1 825 594	+8,7	+4,8
café	105 867	126 658	+19,6	+20,0
Anacarde	564 780	702 510	**+24,4**	**+10,8**
Ananas	56 413	49 777	**-11,8**	**+6,3**
Banane	362 363	359 947	**-0,7**	**-1,3**
Sucre	191 304	198 692	**+3,9**	**+7,0**
Caoutchouc*	153 293	161 642	**+5,4**	**+0,8**
Coton graine	418 838,2	434 913,5	**+3,8**	**+11,1**

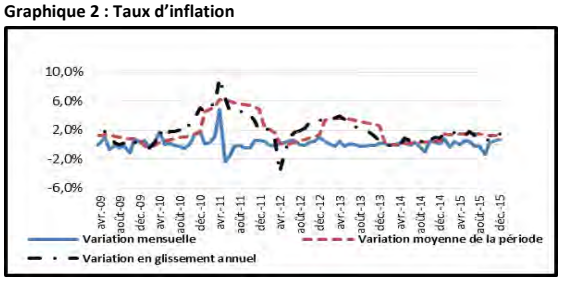
Source : DGE/OPA/Ministères
** données à fin juin*

Le secteur secondaire, à fin octobre 2015, affiche un dynamisme de l'activité industrielle (+7,2%) grâce aux industries extractives (+32,0%), au secteur manufacturier (+4,3%) et à la branche « électricité, gaz et eau » (+7,2%). Hors extraction, l'activité industrielle croit de 4,5%. Par ailleurs, l'indicateur avancé du BTP progresse de 19,5% en liaison avec la réalisation des infrastructures publiques et l'exécution du programme présidentiel de logements.

Le secteur tertiaire affiche à fin 2015, une hausse de l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail (+6,6%) en termes nominaux en lien avec la nette amélioration du climat des affaires et des revenus des ménages. De même, les activités évoluent favorablement dans les transports aérien (+23,3%), terrestre (+12,7%), maritime (+4,8%) et ferroviaire (+1,2%).

A fin 2015, **l'inflation** croît de 1,2% contre +0,4% en 2014, en relation avec la hausse des prix des produits alimentaires (+1,2%) et ceux des produits non alimentaires (+1,0%). L'inflation reste en deçà du maximum (+3,0%) de la norme communautaire.

Graphique 2 : Taux d'inflation

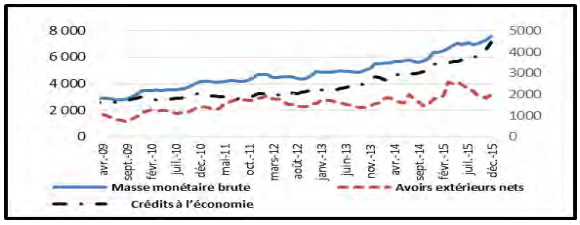


Source : INS, DGE

Les échanges extérieurs de marchandises en commerce spécial se caractérisent par un excédent de 1213,1 milliards, en hausse de 299,3 milliards par rapport à 2014. Ce résultat s'explique par l'augmentation en valeur des exportations (+9,5%) plus forte que celle des importations (+5,5%).

La **situation monétaire** en décembre 2015 est marquée par une augmentation de la masse monétaire de 18,8% et de ses contreparties. Cette situation est induite par la hausse du crédit intérieur net de 19,7% et une consolidation des avoirs extérieurs nets de 11,4%. Les crédits à l'économie progressent de 29,6% comme en témoignent les nouvelles mises en place de crédits ordinaires qui s'établissent à 4 256,4 milliards, en accroissement de 26,0%. Par ailleurs, la Position Nette du Gouvernement s'améliore de 3,0% sous l'effet des ressources de SUKUK.

Graphique 3 : Principaux agrégats monétaires (en milliards de FCFA)



Source : DGE

Dans le secteur moderne, le nombre de salariés croît de 8,0% correspondant à une création nette de 64 440 emplois sur un an. Ainsi, l'effectif des salariés est porté à 868 209 à fin décembre 2015. Ce bond est attribuable à la fois au secteur privé (+8,0% ; +49 571 emplois nets) et au secteur public (+8,2% ; +14 869 emplois nets). Toutefois, il est enregistré selon les critères du BIT, un taux de chômage de 6,9% qui pourrait être amélioré par la mise en œuvre des différents projets de création d'emplois encours.

Le **marché boursier**, en moyenne sur l'année 2015, est marqué par une évolution favorable des indicateurs par rapport à 2014. En effet, l'indice BRVM composite et l'indice BRVM 10 augmentent respectivement de 15,7% et 11,6%. De même, la capitalisation boursière croît de 21,7%à fin décembre 2015.

Les **finances publiques** sont caractérisées en 2015 par un excédent des recettes totales et dons (+1,4 milliards) par rapport à l'objectif, imputable à un bon recouvrement des recettes fiscales et des recettes non fiscales. Concernant les dépenses totales et prêts nets, ils subissent une sous consommation de 126,5 milliards provenant principalement des dépenses d'investissement (-104,4 milliards). Il se dégage un solde primaire de base de -67,8 milliards (-0,4% du PIB) et un déficit budgétaire de 552,7 milliards (-2,9% du PIB) financé par une partie du montant mobilisé (1 267,9 milliards) sur les marchés sous régional et international.

En définitive, l'évolution des secteurs d'activité laisse entrevoir l'atteinte du taux de croissance du PIB prévu à 9,5% en 2015.

SUMMARY

At **the international level**, global growth would emerge up 3.1 % in 2015, against 3.4% in 2014 and a forecast of 3.4% in 2016, according to IMF estimates from January 2016.

Nationally, economic activity was marked by the holding of a peaceful presidential election and the completion of the National Development Plan (NDP) for 2012-2015. Also relevant is a strong improvement of the business climate crowned by the eligibility of Côte d'Ivoire to the compact program of the World Bank and the progress of eight places in the ranking of Transparency International in 2015. These performances led to improved sovereign ratings of Côte d'Ivoire, with a stable outlook, by Moody's and Fitch, respectively from B1 to Ba3 and B to B+. It reflects readability investors on the economic outlook of the Côte d'Ivoire, as it helps to strengthen the quality of the signature of the State.

The primary sector, at the end of 2015, shows satisfactory results with the implementation of agricultural reforms contained in the NDP 2012-2015. Therefore, it is an increase of productions including cocoa (+8.3%), coffee (+19.6%), cotton seed (+3.8%), cashew (+24.4%) and sugar (+3.9%). However, achievements at banana and pineapple are down 0.7% and 11.8% respectively.

Table 1: Main agriculture export products (in tonne)

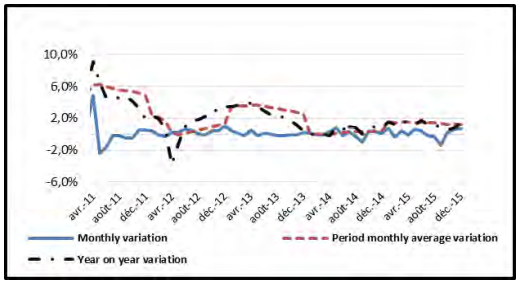
	12 month 2014	12 month 2015	Variation (%) 2015/2014	Objectifs annuels
Cocoa	1 678 718	1 825 594	+8,7	+4,8
coffee	105 867	126 658	+19,6	+20,0
Cashew nut	564 780	702 510	**+24,4**	**+10,8**
pineapple	56 413	49 777	**-11,8**	**+6,3**
Banana	362 363	359 947	**-0,7**	**-1,3**
Sugar	191 304	198 692	**+3,9**	**+7,0**
Rubber*	153 293	161 642	**+5,4**	**+0,8**
Seed cotton	418 838,2	434 913,5	**+3,8**	**+11,1**

The secondary sector at the end of october 2015, shows a dynamism of industrial activity (+7.2%) thanks to the extractive industries (+32.0%), the manufacturing sector (+4.3%) and "electricity, gas and water" branch (+7.2%). Extraction not included the industrial activity increases of 4.5%. Furthermore, the leading indicator of construction rises by 19.5% in relation to the realization of public infrastructure and the implementation of the presidential program of housing.

The tertiary sector, at the end of 2015, shows.an increase in the index of total retail trade (+6.6%) in nominal terms in connection with the improvement of the business climate and household income. Similarly, activities evolve favorably in air (+23.3%), land (+12.7%), maritime (+4.8%) and rail (1.2%) transport.

At the end of 2015, **inflation** rose by 1.2% against 0.4% in 2014 in relation to the rise in food prices (+1.2%) and those of non-food products (+1.0%). Inflation remains below the maximum (+3.0%) of the Community standard.

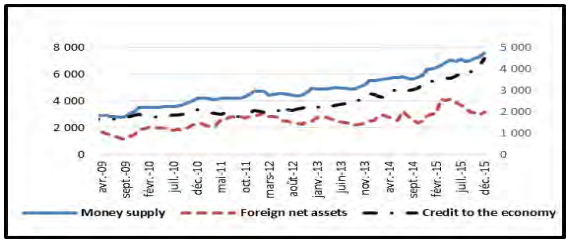
Chart 2 : Inflation rate



Foreign trade of goods in special trade without exceptional goods is characterized by a trade surplus of 1 213.1 billion, in rise of 299.3 billion compared to the same period in 2014. This change is explained by the increase in value of exports (+9.5%) stronger than that of import (+5.5%).

Monetary situation in december 2015 is marked by an increase of money supply (18.8%) and its counterparties. This situation is caused by the increase of net domestic credit (19.7%) and net foreign assets (11.4%). The net credit to the economy grew by 19.6%as evidenced by the new set up of ordinary loans amounted to 4 256.4 billion, up by 26.0%. Moreover, the net position of government improved by 3.0% as a result of SUKUK resources.

Chart 3 : Main monetary aggregates (in billions of CFA Francs)



In the modern sector, **employment** grew by 8.0 %, corresponding to a net creation of 64 440 jobs over the year, bringing the number of employees to 868,209 at end-december 2015. This increase is attributable to both the private sector (+8.0% ; +49 571 net jobs) and public sector (+8.2% ; +14 869 net jobs).

The stock market on average over the year 2015, was marked by a favorable indicators compared to december 2014. In fact, the BRVM composite index and the BRVM 10 index increased by 15.7% and 11.6% respectively. Similarly, the market capitalization grew by 21.7%.

Public finances are characterized by a surplus in 2015 of total revenue and grants (+1.4 billion) compared to the target, due to the good level of recovery of tax revenues and non-tax revenues. For total expenditure and net lending, they recorded an under consumption 126.5 billion mainly from capital expenditure (-104.4 billion). It bring out a basic primary balance of -67.8 billion (-0.4% of GDP) and a budget deficit of 552.7 billion (-2.9% of GDP) financed by a portion of the amount mobilized (1 267.9 billion) on sub regional and international markets.

After all, the development of primary, secondary and tertiary sectors suggests achieving the GDP growth rate to 9.5% in 2015.

VUE D'ENSEMBLE

Poursuite d'une reprise inégale de l'économie mondiale

Au niveau international, selon les récentes estimations du FMI (WEO, janvier 2016), la croissance mondiale serait en hausse de 3,1% en 2015 contre une réalisation de +3,4% en 2014. Cette évolution, inférieure à la prévision initiale (+3,3%) serait impactée par la reprise modeste et inégale de l'activité dans les pays avancés ainsi que le ralentissement dans les pays émergents notamment en Chine.

Dans les pays avancés, une reprise de l'activité, bien que modeste et inégale, est observée en 2015 grâce à la solidité de la croissance aux Etats-Unis (+2,5% contre +2,4% un an plus tôt), au Japon (+0,6% contre 0,0% en 2014) et dans la zone Euro (+1,5% contre 0,9% un an en arrière). La croissance annuelle de l'activité économique de l'ensemble des pays avancés se situerait à +1,9% contre +1,8% en 2014.

Dans la zone Euro, l'activité se maintiendrait en hausse de 1,5% en 2015 contre +0,9% en 2014, en relation avec le dynamisme de l'économie française (+1,1% contre +0,2% en 2014), allemande (+1,5% après +1,6% en 2014) et espagnole (+3,2% contre +1,4% l'année précédente). Par ailleurs, l'économie de la zone profiterait du redressement du PIB italien (+0,8%) après une contraction de 0,4% en 2014.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance resterait forte (+4,0%), mais en deçà du niveau enregistré en 2014 (+4,6%). L'activité de ce groupe de pays est impactée par la situation de l'économie chinoise et indienne. En effet, la Chine enregistrerait une croissance de 6,9% contre 7,3% en 2014. De même, l'Inde maintiendrait une croissance économique forte de 7,3% comme en 2014. Toutefois, ces performances sont atténuées par la contraction de l'activité en Russie (-3,7% après +0,6% en 2014) et au Brésil (-3,8% après +0,1% en 2014).

L'activité en Afrique subsaharienne pour l'année 2015 resterait vigoureuse avec une progression de 3,5% après +5,0% l'année précédente. Le Nigeria, première économie africaine subit les effets de la chute des cours du pétrole et de la menace terroriste Boko Haram. Le PIB se situerait à +3,0% après une réalisation de +6,3% en 2014. L'Afrique du Sud enregistrerait, quant à elle, une progression du PIB moins forte qu'en 2014 (+1,3% après +1,5%).

Dans la zone UEMOA, les perspectives économiques font état d'une accélération de l'activité dans l'ensemble des pays en 2015. Le taux de croissance estimé du PIB de l'Union afficherait une hausse de 6,7% en 2015, après une réalisation de +6,5% en 2014.

En moyenne sur la période, les cours des matières premières à fin décembre 2015, sont marqués par une hausse du cours du cacao (+1,8%) tandis que ceux du café (-19,7%), du caoutchouc (-20,1%), du pétrole brut (-47,0%), de l'or (-8,4%), du sucre (-19,6%), du supercarburant (-37,2%), du gasoil (-40,3%) et de l'huile de palme (-23,6%) se replient.

Le marché des changes enregistre une dépréciation de l'euro, en moyenne sur les 12 mois de 2015, par rapport aux principales monnaies. Toutefois, en évolution mensuelle, la monnaie européenne s'apprécie.

Maintien de la progression de l'économie nationale

Au plan national, l'environnement économique a été marqué en 2015 par la tenue d'une élection présidentielle apaisée et l'achèvement du Plan National de Développement (PND) pour la période 2012-2015. Ainsi, le Gouvernement a poursuivi les investissements massifs en infrastructures de communication (routes, ponts, fibres optiques) et énergétiques (centrales thermiques, postes de transformation, entretien du réseau électrique) pour stimuler l'économie. En outre, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de soutien aux PME portée par l'exécution d'un programme dénommé « PHOENIX » des mesures ont été adoptées pour faciliter l'accès aux marchés publics, principalement pour les Petites et Moyennes Entreprises (PME). .

Dans l'ensemble, l'activité économique a bénéficié des différentes réformes entreprises depuis 2011, en vue de la consolidation de la paix et de la stabilité politique, de l'amélioration de la gestion des finances publiques ainsi que de l'amélioration de la gouvernance et de l'environnement des affaires. Ainsi, la Côte d'Ivoire a amélioré son classement Doing Business en passant de la 177ème place dans le rapport de 2013 à la 142ème place dans le rapport de 2016. Le pays a également été déclarée éligible, en fin d'année 2015, au Millenium Challenge Corporation. Il bénéficiera ainsi de près de 300 milliards de FCFA pour le financement des infrastructures. Par

ailleurs, la Côte d'Ivoire a également progressé de vingt-neuf places entre 2013 et 2015 au classement de l'Indice de Perception de la Corruption (CPI) de l'ONG Transparency International passant de la 136ème en 2013 à la 107ème place.

Dans ce contexte, l'afflux d'investissements étrangers enregistrés par le Centre de Promotion des Investissements de Côte d'Ivoire (CEPICI) atteint 432,3 milliards contre 260,7 milliards en 2014. Au total, les investissements privés déclarés au CEPICI se situent à 669,9 Milliards, en hausse de 57,1% par rapport au niveau de 2014. Ainsi, les créations d'entreprises enregistrées par le CEPICI se situent à 9 534 après 6 487 en 2014.

Par ailleurs, l'activité économique a tiré avantage d'une consommation en accroissement sous l'effet de l'amélioration continue du revenu des paysans[1], de la revalorisation des salaires des fonctionnaires des corps de la santé et de l'enseignement ainsi que de l'augmentation (comprise entre 8% et 11%) des salaires minima catégoriels dans certaines branches d'activité du secteur privé. Par ailleurs, la mise en œuvre des mesures d'avancement indiciaire contenues dans la stratégie de gestion de la masse salariale de même que le retour de la BAD en son siège à Abidjan, contribuent à renforcer la demande intérieure.

Les réalisations de l'année 2015, comparées à celles de 2014 se présentent comme suit :

Dans le **secteur primaire**, l'agriculture d'exportation évolue favorablement au regard de la progression enregistrée au niveau des principales cultures, notamment le cacao (+8,7% contre +4,8% prévu) et l'anacarde (+24,4% contre une prévision de +10,8%). Ainsi, la majorité des spéculations affichent des évolutions supérieures aux prévisions de croissance annuelles. Ceci dénote de la bonne mise en œuvre des réformes.

Le **secteur secondaire** enregistre à fin octobre 2015, une progression de l'indice harmonisé de la production industrielle et de l'indicateur avancé du BTP respectivement de 7,2% et 19,5%. L'industrie bénéficie d'une bonne disponibilité en électricité. Les branches « industries métalliques » (+41,7%), « extraction » (32,0%), et « industries pétrolières chimiques et caoutchouc, plastiques » (+8,2%) sont les plus dynamiques. S'agissant du BTP, il continue de tirer avantage de la réalisation des infrastructures publiques et de l'exécution du programme présidentiel de logements.

L'activité du **secteur tertiaire** bénéficie du dynamisme des secteurs primaire et secondaire ainsi que des nombreuses mesures prises par le Gouvernement en vue d'améliorer les revenus. L'indice du chiffre d'affaire du commerce de détail croît de 6,6%. Le trafic dans le transport maritime (+4,8%) et le mouvement de voyageurs commerciaux dans le transport aérien (+23,3%) augmentent également. Le transport routier progresserait de 12,7% au regard de la consommation de gasoil.

En moyenne sur l'année 2015, **l'indice harmonisé des prix à la consommation** croît de 1,2% après +0,4% un an plus tôt. La hausse des prix des produits alimentaires et ceux non alimentaires ressort respectivement à 1,2% et 1,0%. L'inflation reste en deçà du maximum (+3,0%) de la norme communautaire.

A fin décembre 2015, la situation des **finances publiques** est globalement favorable. Les recettes totales et dons sont estimés en hausse de 18,6% par rapport à 2014. Ainsi, ils devraient passer de 3 293,3 milliards en 2014 à 3 904,9 milliards en 2015. Par rapport aux objectifs du programme, ils sont en accroissement de 1,4 milliard. Cette bonne tenue des recettes est imputable principalement aux recettes fiscales (+374,2 milliards ; +14,5%) et aux recettes non fiscales (+259,1 milliards ; +62,3%).

En ce qui concerne les dépenses totales et prêts nets, ils s'élèvent à 4 457,6 milliards, soit une sous consommation de 126,5 milliards (-2,7%) par rapport au programme, provenant principalement des dépenses d'investissement (-104,4 milliards ; -7,7%). Comparé à 2014, ils sont en progression de 783,8 milliards (+21,4%), liées aux dépenses d'investissement (+254,7 milliards ; +25,6%), de fonctionnement (+148,7 milliards ; +24,3%) et de personnel (+148,3 milliards ; +12,5%).

Il en résulte un déficit budgétaire de 552,7 milliards (-2,9% du PIB) et un solde primaire de base de -67,8 milliards (-0,4% du PIB) contre respectivement -3,6% et -0,5% prévu au programme. La couverture du déficit budgétaire, a été faite à travers le recours aux marchés sous régional et international pour un montant de 1 267,9 milliards comprenant 302,2 milliards d'emprunts obligataires, 145,9 milliards de bons du Trésor, 220

[1] Cette hausse de revenu concerne les filières coton-anacarde et café-cacao.

milliards d'obligations du Trésor, 584,8 milliards de titres de l'Eurobond et 24,5 milliards de SUKUK.

Le commerce extérieur est marqué par une hausse des exportations (+9,5%) et des importations (+5 ,5%). Le solde commercial est excédentaire de 1213,1 milliards, en hausse de 299,3 milliards par rapport à 2014. Une amélioration des termes de l'échange (+3,8%) est observée en raison d'un repli plus accentué pour les prix à l'importation (-6,0%) que ceux à l'exportation (-2,4%).

A fin décembre 2015, les agrégats monétaires sont caractérisés par un accroissement de la masse monétaire (+1 198,0 milliards, +18,8%) par rapport à fin décembre 2014. Cette évolution confirme le dynamisme de l'activité économique dans le pays. Elle provient de la hausse des avoirs extérieurs net (+204,3 milliards, +11,4%) et du crédit intérieur net (+975,0 milliards, +19,7%). Les nouvelles mises en place de crédit ordinaire à l'économie croissent de 26,0% (+877,7 milliards) par rapport à 2014.

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) connaît une embellie en liaison avec le dynamisme de l'activité en Côte d'Ivoire et dans les autres pays de l'UEMOA. En moyenne en 2015, les indices BRVM composite (+15,7%) et BRVM 10 (+11,6%) augmentent par rapport à 2014.

Le marché du travail se consolide, en rapport également avec le dynamisme de l'activité économique. Dans le secteur formel, l'effectif de salariés s'est accru de 8,0% (+64 440 emplois nets) comparé à la situation à fin décembre 2014.

En définitive, l'évolution des secteurs d'activité laisse entrevoir l'atteinte du taux de croissance du PIB prévu à 9,5% en 2015. Cette bonne performance, en relation avec le regain de la demande intérieure ainsi que les investissements privés et publics, situe le pays parmi les économies les plus dynamiques du continent. Les perspectives pour l'année 2016 sont favorables avec le démarrage de la mise en œuvre du PND 2016-2020 et l'engagement du Gouvernement à poursuivre les réformes en vue de l'amélioration continue du climat des affaires.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Sur le plan **international**, les récentes estimations du FMI (WEO, janvier 2016), prévoient une croissance de l'économie mondiale de 3,1% en 2015 contre une réalisation de +3,4% en 2014. Toutefois, cette évolution resterait inférieure aux prévisions initiales (+3,3%), celle-ci étant impactée par la reprise modeste et inégale de l'activité dans les pays avancés ainsi que le ralentissement dans les pays émergents notamment en Chine.

I.1. PAYS AVANCÉS

L'activité dans les **pays avancés** rebondirait en 2015 à 1,9% contre 1,8% en 2014. Celle-ci serait tirée par la vigueur de la croissance aux Etats-Unis, en France et en Espagne.

Tableau 1 : Taux de croissance dans les pays avancés en 2015 (en %)

	Annuel	
Pays	**2014 (Réal)**	**2015 (Est.)**
Monde	**3,4**	**3,1**
Etats Unis	2,4	2,5
Canada	**2,5**	**1,4**
Japon	0,0	0,6
Royaume-Uni	2,9	2,2
Zone Euro	1,4	1,5
Allemagne	1,6	1,5
France	1,1	1,1

Source : F MI WEO janvier 2016 ; OCDE

Aux États-Unis, l'activité en 2015 serait nettement meilleure qu'en 2014 avec une croissance du PIB de 2,5% contre 2,4% en 2014, en dépit d'une décélération de l'activité au troisième trimestre de 2015 (+0,5% après +1,0% au trimestre précédent).

Au **Canada**, les récentes estimations du FMI prévoient en 2015 une croissance du PIB de 1,4% après une réalisation de 2,5% en 2014. En effet, après deux trimestres difficiles, l'activité économique a enregistré un léger rebond au troisième trimestre 2015 (+0,6%). Ce rythme devrait se poursuivre au quatrième trimestre 2015 (+0,3%)[2]. La reprise dans le secteur de l'énergie, la progression des dépenses consacrées aux biens, aux services et au logement, la hausse d'activité dans le tertiaire ainsi que l'accroissement des exportations expliquent cette évolution de l'économie.

Au ***Japon***, l'activité devrait se maintenir légèrement en hausse en 2015 de 0,6% après avoir stagné en 2014 sous l'effet combiné de la contraction au deuxième trimestre, du rebond au troisième trimestre 2015 et d'une croissance modeste de 0,2% au quatrième trimestre portée par la consommation des ménages.

Au **Royaume-Uni**, sur l'ensemble de l'année 2015, la croissance ralentirait pour se situer à +2,2% contre +2,9% en 2014. Celle-ci serait due au fléchissement de l'activité au troisième trimestre de 2015 (+0,4% après +0,5% au trimestre précédent) et à une légère accélération au quatrième trimestre 2015 (+0,5%). Ce rebond au quatrième trimestre 2015 serait impulsé par une croissance vigoureuse de la consommation des ménages et un climat des affaires qui reste favorable.

Dans la **zone Euro,** la croissance estimée s'afficherait en 2015 à +1,5% contre +0,9% en 2014. Celle-ci serait tirée par le dynamisme des économies de la France, de l'Allemagne et de l'Espagne l'année. La situation de quelques pays de la zone se présente comme suit :

En **Allemagne**, le PIB croîtrait de 1,5% en 2015, contre une réalisation de +1,6% en 2014. L'activité serait portée par le dynamisme de la consommation privée et publique, mais subirait la contribution négative du commerce extérieur au PIB au troisième trimestre 2015.

En **France,** selon les récentes informations de l'INSEE, le PIB s'est accru de 0,2% au quatrième trimestre de 2015 ; ce qui porte la croissance du PIB sur l'ensemble de l'année à +1,1% contre 0,2% en 2014. Elle serait soutenue par l'accélération de la production totale de biens et services ainsi que l'investissement.

L'**Italie** connaitrait un rebond de 0,8% de l'activité en 2015 après trois années de récession, dont -0,4% en 2014. L'économie italienne bénéficie de l'accélération de la consommation des ménages suite à une hausse de l'emploi salarié, soutenu par les effets du ***Jobs Act***[3]**.** Ce dispositif exonère l'employeur du paiement des cotisations pendant

[2] Estimation de la Banque du Canada

trois ans pour toute nouvelle embauche en CDI en 2015, dans la limite de 8060 euros par an.

L'activité économique en **Grèce** devrait se contracter de 1,4% en 2015 après avoir rebondi en 2014 de 0,7%. L'économie subit les effets néfastes du contrôle des capitaux qui réduit substantiellement les investissements et la consommation des ménages. Le commerce extérieur, bien qu'ayant apporté une contribution positive au PIB, reste marqué par une baisse des exportations.

En **Espagne,** le PIB enregistrerait un rebond de 3,2% contre +1,4% en 2014. L'économie espagnole bénéficie d'une embellie de la consommation des ménages qui reste soutenue grâce au gain de pouvoir d'achat et d'une croissance vigoureuse de l'investissement en biens d'équipement.

I.2. PAYS ÉMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Dans les pays émergents et en développement, l'activité resterait forte (+4,0%), mais serait en deçà du niveau enregistré en 2014 (+4,6%). La baisse des cours des matières premières accentue les divergences entre pays exportateurs et pays importateurs. Les premiers étant pénalisés par la chute des cours des produits tandis que les seconds en tirent profit.

L'Afrique subsaharienne poursuivrait sa croissance globale en 2015 (+3,5%), mais à un rythme moindre qu'en 2014 (+5,0%).

Tableau 2 : Taux de croissance trimestriel dans les pays émergents (en %)

	Annuel	
Pays	**2014 (réal.)**	**2015 (Est.)**
pays émergents	4,6	4,0
Chine	7,3	6,9
Russie	0,6	-3,7
Brésil	0,1	-3,8
Inde	7,3	7,3
Afrique du sud	1,5	1,3

Source : FMI WEO janvier 2016 ; OCDE

L'économie **chinoise** devrait enregistrer une progression du PIB de 6,9% en 2015 en retrait par rapport à 2014 (+7,3%). En effet, un ralentissement a été observé en 2015 dans un contexte d'abandon du modèle économique basé sur l'investissement et l'industrie manufacturière au profit d'un autre privilégiant la consommation et les services.

En Inde, l'économie enregistrerait en 2015 une croissance de 7,3% au même rythme qu'en 2014, soutenue par les exportations et le lancement de projets d'investissement. L'économie indienne a été dynamique au cours du deuxième et troisième trimestre avec une progression respective du PIB de 1,7% et 1,9%. Malgré cette bonne tendance, l'activité économique indienne souffrirait d'une insuffisance drastique des infrastructures de transport et de l'énergie.

Le Brésil devrait enregistrer une contraction du PIB en 2015 de 3,8% après une réalisation de 0,1% en 2014. En effet, le pays fait face à une crise qui s'aggrave dans un contexte de tension politique et de détérioration des finances publiques. L'économie brésilienne s'est enfoncée dans la récession avec une croissance du PIB de -1,7% au troisième trimestre après -2,1% le trimestre précédent. Cette tendance récessive de l'économie est la conséquence de la baisse de la demande intérieure et de la production industrielle. Ces facteurs, combinés à une inflation galopante, maintiennent le PIB en contraction au dernier trimestre de l'année 2015.

L'économie **russe** fait face à une dégradation de la demande intérieure et des effets de la baisse continue des cours du pétrole. Ce pays souffre également de l'effondrement des prix du pétrole et des conséquences de l'embargo décrété par les pays occidentaux suite aux différends sur la Crimée et la Syrie. Sur l'ensemble de l'année, l'activité se dégraderait de 3,7% après une légère hausse de 0,6% réalisée en 2014.

En **Afrique subsaharienne**, l'économie devrait poursuivre son dynamisme cette année 2015 et connaître une croissance soutenue de l'ordre de +3,5%. Toutefois, cette évolution relativement moins prononcée que celle enregistrée en 2014 (+5%), subit principalement les conséquences négatives de la chute des cours de nombreux produits de base exportés (-40% à -60%).

L'**Afrique du Sud** a connu une production industrielle minée par les problèmes persistants d'approvisionnement en énergie et les prix bas des produits miniers. L'agriculture, pourrait à nouveau subir les conséquences de la sécheresse en 2015. La consommation des ménages a été également freinée par l'endettement et l'inflation. L'investissement privé est resté faible, contraint par le niveau des taux d'intérêt (relevé à 6,25% en novembre 2015). Au vue de cette évolution, la croissance est estimée

pour l'année 2015 à +1,3% contre une réalisation de +1,5% en 2014.

Au Nigeria, le PIB croitrait de 2,0 % en 2015 en net recul par rapport à la réalisation de +6,3% en 2014. L'économie nigériane subit les effets néfastes de (i) sa forte dépendance aux revenus pétroliers (90 % des exportations, 75 % des recettes fiscales), (ii) de sa capacité de raffinage très réduite impliquant des importations onéreuses, (iii) des tensions ethniques et religieuses, (iv) de l'insécurité et (v) de la corruption.

I.3. PAYS DE LA ZONE UEMOA

Le rythme de progression de l'activité économique dans l'UEMOA est resté soutenu en 2015. Le taux de croissance du PIB de l'Union se situerait à 6,7% en 2015 après 6,5% en 2014 selon la BCEAO.

Tableau 3 : Taux de croissance et inflation dans l'UEMOA

Tableau 4: Taux de croissance et inflation dans	Taux de croissance du PIB (%)		Inflation en moyenne annuelle (%)	
	2014	2015	2014	2015
UEMOA	6,5	6,7	-0,1	1,3
Côte d'ivoire*	8,5	9,5	0,4	1,2
Bénin	5,4	5,5	-1,0	0,7
Togo	5,0	5,4	0,2	1,9
Niger	6,9	4,3	-0,9	1,3
Sénégal	4,7	5,1	-1,1	0,6
Mali	7,2	5,0	0,9	2,4
Burkina	4,0	5,0	-0,3	0,7
Guinée Bissau	2,5	4,7	-1,0	1,3

Source : BCEAO ; UEMOA *DGE

Au niveau **des prix à la consommation**, en glissement annuel, selon la BCEAO, l'inflation ressortirait à 1,3% en 2015, contre -0,1% un an plus tôt. La hausse du niveau général des prix est portée par le renchérissement des produits alimentaires qui subissent l'effet d'une insuffisance de l'offre de légumes, de tubercules et de produits de la pêche. Toutefois, cette progression du niveau général des prix a été atténuée par la baisse des prix à la pompe du carburant dans la plupart des pays de l'Union, en ligne avec le repli des cours mondiaux du pétrole.

Les **finances publiques** seraient marquées par le maintien des déficits budgétaires à des niveaux relativement élevés, reflétant l'incidence des ambitieux programmes d'investissement dans les infrastructures de base et les secteurs sociaux. Ainsi, une dégradation (-7,0% contre -6,4% en 2014) du solde budgétaire hors dons est attendue, imputable à une hausse des dépenses (25,3% du PIB contre 24,9% du PIB en 2014), surtout d'investissement (+23,4% contre 21,2%) et à une relative stabilité des recettes hors dons (+18,4% du PIB contre +18,5%).

Tableau 5: Finances publiques et échanges extérieurs de l'UEMOA

Pays ou zone	Solde budgétaire hors dons (% du PIB)		Balance commerciale, marchandises (% du PIB)	
	2014	2015	2014	2015
UEMOA	-6,4	-7,0	-2,7	-2,4
Côte d'ivoire*	-4,0	-4,4	5,4	6,4
Bénin	-3,6	-5,2	-10,2	-11,3
Togo	-6,9	-8,5	-19,7	-19,3
Niger	-13,9	-12,9	-9,7	-13,2
Sénégal	-8,2	-7,6	-18,3	-15,9
Mali	-6,2	-7,6	-4,8	-1,2
Burkina	-6,1	-7,4	-1,9	-3,6
Guinée Bissau	-10,4	-7,0	-5,0	-4,9

Source : FMI (*Perspectives économiques régionales*), *donnée estimé DGE

Au niveau des **échanges extérieurs**, le déficit de la balance commerciale en pourcentage du PIB de l'Union ressortirait à 2,4% contre 2,7% antérieurement. Cette dégradation du solde serait liée à l'évolution des échanges commerciaux dans l'ensemble des pays de l'UEMOA. Seule la Côte d'Ivoire maintiendrait un solde commercial positif en 2015 (+6,7% contre +5,4% l'année précédente).

MARCHES DES MATIERES PREMIERES ET DES CHANGES

Evolution mitigée des cours des produits

En moyenne, de janvier à décembre 2015, les cours des matières premières sont caractérisés par une évolution contrastée de la plupart des principaux produits. En effet, les cours du café (-19,7%), du coton (-15,3%), de l'huile de palme (-23,6%), du caoutchouc (-20,1%), du sucre (-19,6%), de l'or (-8,4%), du riz blanchi (-10,8%), du pétrole (-47,0%), du supercarburant (-37,2%), du gazole (-40,3%) sont en baisse tandis que les cours du cacao (+1,8%) affichent une hausse.

Cette baisse généralisée des cours des produits est confirmée par l'indice Moody's qui replie de 13,7% en moyenne sur la période considérée.

En évolution mensuelle à fin décembre 2015, les cours des principaux produits reculent, comme l'indiquent les cours du cacao (-0,5 %), du café (-0,3%), du caoutchouc

(-2,6%), de l'or (-1,3%), du pétrole brut (-15,1%), du supercarburant (-6,1%) et du gasoil (-19,1%). Par contre, les cours du coton (+1,7%), de l'huile de palme (+3,5%), du maïs (+0,8%) et du sucre (+0,7%) affichent une progression.

Graphique 1 : Cours du dollar en Euro mis à jour à fin décembre 2015.

Source : INSEE

L'euro en constante dépréciation face au dollar américain en moyenne sur la période

Le marché des changes connait une dépréciation de l'euro, **en moyenne** sur les 12 mois de l'année 2015, par rapport au dollar US (-16,5%), au yen japonais (-4,3%), à la livre sterling (-10,0%), au Yuan renminbi chinois (-14,8%), au Rand sud-africain (-1,8%), au dollar canadien (-3,4%).

Cependant, en **évolution mensuelle**, à fin décembre 2015, la monnaie unique européenne s'apprécie par rapport aux principales monnaies internationales notamment le dollar US (+1,3%), la livre sterling (+2,7%) et le Yuan Renminbi (+2,6%), le Rand sud-africain (+7,6%), le yen japonais (+0,6%) et le dollar canadien (+4,6%). Cette bonne performance est imputable à l'environnement des affaires favorables au dernier trimestre de l'année dans la zone.

L'envolée du dollar face à l'euro depuis fin mars 2015

L'euro est à son plus bas niveau depuis mars 2015 par rapport au dollar US. La bonne santé de l'économie américaine en relation avec les créations d'emplois redonne de l'attractivité au billet vert.

Ce recul du chômage aux Etats-Unis rassure les investisseurs sur la solidité de la reprise américaine et, surtout, présage d'un autre relèvement des taux d'intérêts par la Réserve fédérale (FED) au premier trimestre de l'année prochaine. Des taux d'intérêts plus élevés redonnent de l'attractivité au dollar et a contrario pèsent sur la monnaie européenne.

INDICES BOURSIERS INTERNATIONAUX

Les indices boursiers internationaux ont eu des évolutions mitigées à fin décembre 2015 sur différentes places boursières. **En Europe**, les progressions les plus significatives ont été observées au niveau du FTSE MIB italien (+12,7%), le BEL 20 belge (+12,6%) et le PSI 20 portugais (+10,7%), le CAC 40 français (+8,5%). En revanche, Le FTSE 100 britannique (-5%) et le SMI suisse (-1,8%) ont enregistré une contraction. **A Wall Street**, place boursière américaine, le Nasdaq Composite s'est inscrit en hausse (+5,7%), tandis que le S&P 500 (-0,7%) et le Dow Jones 30 (-2,2%) reculaient modérément. **Au japon**, le NIKKEI 225 se comporte bien avec une progression de 9,1%.

II. CONJONCTURE NATIONALE

L'analyse porte sur les données de l'année 2015, comparées à celles 2014, sauf indications contraires

Au plan national en 2015, l'environnement économique a bénéficié des différentes réformes entreprises depuis 2011, en vue de la consolidation de la paix et de la stabilité politique. Ces réformes visaient également l'amélioration de la gouvernance, de la gestion des finances publiques, et de l'environnement des affaires dont le Doing business. L'année 2015 a été marquée par la tenue d'une élection présidentielle apaisée et l'achèvement du Plan National de Développement (PND) pour la période 2012-2015. Ainsi, le Gouvernement a poursuivi les investissements massifs en infrastructures de communication (routes, ponts, fibres optiques) et énergétiques (centrales thermiques, postes de transformation, entretien du réseau électrique) pour stimuler l'économie. En outre, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de soutien aux PME portée par l'exécution d'un programme dénommé « PHOENIX » des mesures ont été adoptées pour faciliter l'accès aux marchés publics, principalement pour les Petites et Moyennes Entreprises (PME). Elles ont concerné notamment :

(i) la mise en place d'une cellule d'information des opérateurs économiques dont le rôle consiste à communiquer sur les procédures de passation de marchés, l'exécution des dépenses publiques et sur l'existence de crédits budgétaires sous-tendant d'éventuels engagements dans le but de prévenir la constitution de passifs ;

(ii) le plafonnement à 1,5% des frais financiers afférents à la caution provisoire contre 3% initialement ; et

(iii) la réduction des pièces administratives requises pour les PME dans le cadre de leur participation aux appels d'offres. Ainsi l'attestation de régularité fiscale et l'attestation de régularité sociale ne sont plus exigées comme conditions préalables de participation aux appels d'offres.

L'application des différentes réformes a permis à la Côte d'Ivoire d'améliorer son classement Doing Business en passant de la 177ème place dans le rapport de 2013 à à la 142ème place dans le rapport de 2016. Le pays a également figuré parmi les dix (10) pays qui ont mis en œuvre le plus de réformes pour améliorer leur climat des affaires, dans les rapports Doing Business 2014 et 2015. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire a été déclarée éligible en décembre 2015 au programme Compact du Millenium Challenge Corporation ainsi qu'elle a progressé de 29 places de 2013 à 2015 au classement de Transparency International passant de la 136ème à la 107ème place. Dans ce contexte, l'afflux d'investissements étrangers enregistrés par le Centre de Promotion des Investissements de Côte d'Ivoire (CEPICI) atteint 432,3 milliards contre 260,7 milliards en 2014. Au total, les investissements privés déclarés au CEPICI se situent à 669,9 Milliards, en hausse de 57,1%% par rapport au niveau de 2014. En 2015, le CEPICI a enregistré 9 534 créations d'entreprises, après 6 487 et 2 775 respectivement en 2014 et 2013. En outre, le Gouvernement a procédé à l'apurement de la dette intérieure auditée portant sur 15,15 milliards de F CFA ; améliorant ainsi la trésorerie des opérateurs économiques détenant ces créances.

Par ailleurs, l'activité économique a tiré avantage d'un accroissement de la consommation, sous l'effet de l'amélioration continue du revenu des paysans[4], de la revalorisation des salaires des fonctionnaires des corps de la santé et de l'enseignement ainsi que du relèvement des salaires minima catégoriels conventionnels dans certains secteurs d'activité du secteur privé. Par ailleurs, la mise en œuvre des mesures d'avancement indiciaire contenues dans la stratégie de gestion de la masse salariale de même que le retour de la BAD en son siège à Abidjan ainsi que la réouvertures des bureaux nationaux de l'UNESCO et de l'OIT, contribuent à renforcer la demande intérieure.

Dans l'ensemble, la sécurité et la confiance des opérateurs en l'économie ivoirienne se sont renforcées. Selon les résultats de l'enquête d'opinion réalisée par la Confédération des Grandes Entreprises de Côte d'Ivoire (CEGCI)[5] , 66% des entreprises enquêtées à fin septembre 2015 estiment que l'environnement des affaires est plus favorable aux activités contre 54% à la même période de 2014. Ces performances ont conduit à l'amélioration des notations souveraines de la Côte d'Ivoire, avec des perspectives stables, par Moody's et Fitch, respectivement

[4] Cette hausse de revenu concerne les filières coton-anacarde et café-cacao.

[5] Source : « Baromètre de conjoncture des entreprises ivoiriennes, N)10 de décembre 2015 »

de B1 à Ba3 et de B à B+. Elle traduit une meilleure lisibilité des investisseurs sur les perspectives économiques de la Côte d'Ivoire, ainsi qu'elle contribue à renforcer la qualité de la signature de l'Etat.

II.1. SECTEUR REEL

II.1.a. Secteur primaire

Le secteur a continué de bénéficier en 2015 de la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) dans le cadre de l'exécution du PND 2012-2015. Le PNIA vise à accroitre la productivité et la compétitivité du secteur agricole tout en améliorant les revenus des paysans, et donc leurs conditions de vie. Afin d'appuyer les activités de ce programme agricole, la Côte d'Ivoire vient de se doter en juillet 2015 d'une loi d'orientation agricole dont l'objectif principal est de sécuriser les investissements dans le secteur agricole. Cette loi a pour objectif de garantir la cohérence ainsi que l'harmonisation des actions, des lois existantes, des réformes et des stratégies dans le secteur agricole. En ce qui concerne les actions engagées, des barrages ont été construits, des aménagements en prise de fil d'eau et en bas-fonds ont été réalisés pour permettre l'irrigation des plantations. Aussi, plusieurs milliers de kilomètres de pistes ont-ils été réhabilités.

Tableau 6 : Principales productions du secteur primaire (en tonnes)

	12 mois 2014	12 mois 2015	Variation (%) 2015/2014	Objectifs annuels
Cacao	1 678 718	1 825 594	**+8,7**	**+4,8**
café	105 867	126 658	**+19,6**	**+20,0**
Anacarde	564 780	702 510	**+24,4**	**+10,8**
Ananas	56 413	49 777	**-11,8**	**+6,3**
Banane	362 363	359 947	**-0,7**	**-1,3**
Sucre	191 304	198 692	**+3,9**	**+7,0**
Caoutchouc*	153 293	161 642	**+5,4**	**+0,8**
Coton graine	418 838,2	434 913,5	**+3,8**	**+11,1**

Source : Minagri, OPA, DGE

*les données sont à fin juin

Au niveau du **café-cacao**, les reformes entreprises trois ans plus tôt ont abouti à une bonne structuration de la filière tout en garantissant un prix minimum aux producteurs d'au moins 60% du prix CAF de référence. Des investissements ont été réalisés afin d'améliorer les conditions de vie des populations rurales des zones de culture ainsi que leur productivité. Ces investissements ont porté sur le reprofilage des pistes, la construction d'écoles et de centres de santé, l'électrification des villages et également le renforcement des capacités des paysans. Ainsi, au cours de l'année 2015, ce sont 28,3 milliards qui ont été décaissés pour les projets FIMR (Fonds d'Investissement en Milieu Rural), les achats de sacs de conditionnement, les activités de relance de la culture caféière, la réforme de la filière coton-anacarde et les investissements en milieu agricole, notamment le programme Quantité, Qualité et Croissance (2QC).

A fin décembre 2015, la production de **cacao** affiche une hausse de 8,7% par rapport à 2014 avec une production de 1 825 594 tonnes. La récolte de cacao est en augmentation continue depuis 2013. Au total, par rapport à l'année 2012, la production de 2015 est en accroissement de 20,2%. En ce qui concerne la rémunération des paysans, le prix d'achat bord champ est passé de 670 FCFA/Kg en 2012 à 750 FCFA/Kg en 2014 puis à 850 FCFA/Kg en 2015. Pour la campagne 2015-2016 démarrée en octobre dernier, ce prix a été relevé à 1 000 FCFA. Cette amélioration des prix d'achat aux producteurs combinée à l'accroissement des superficies cultivées et à l'amélioration de l'entretien des vergers a permis aux paysans d'avoir un revenu brut cumulé de 1 686,5 milliards contre 1 345,9 milliards en 2014, soit une hausse de 25,3%.

Concernant le **café**, la production s'établit à 126 658 tonnes sur l'année 2015, en hausse de 19,6%. Ce niveau de production est favorisé par l'accroissement du prix d'achat bord champ qui est passé de 527 FCFA en 2012 à 620 FCFA/kg en 2014, puis à 650 FCFA en 2015. En effet, avec l'amélioration du niveau des prix, les paysans reviennent à cette culture qui avait été délaissée au profit de l'hévéa. S'agissant du revenu brut des paysans, il atteint 82,3 milliards de FCFA contre 64,5 milliards en 2014, soit une hausse de 27,2%.

A l'instar de la filière café cacao, la filière coton-anacarde bénéficie également de la mise en œuvre de réformes en vue de l'accroissement de la production, de l'amélioration de la qualité des produits, du développement des chaînes de valeur et d'un meilleur prix d'achat garanti au producteur.

La production annuelle d'**anacarde** ressort à 702 510 tonnes en 2015, en augmentation de 24,4% comparée à 2014. Ce niveau de production permet à la Côte d'Ivoire d'être le premier producteur mondial de noix de cajou

après avoir occupé la deuxième place les années précédentes.

La Côte d'Ivoire entend maintenir sa place de leader mondial par l'amélioration et la disponibilité des semences, la formation des paysans et le relèvement du prix d'achat bord champ. C'est en ce sens qu'en 2014, une convention tripartite a été signée entre le Conseil Coton-Anacarde, le FIRCA et l'ANADER. L'objectif de cette convention est de contribuer à terme à l'amélioration des noix et pommes de cajou ainsi qu'à la maitrise des coûts de production afin de contribuer à l'augmentation des revenus des producteurs. En 2015, le prix d'achat au producteur s'est situé à 275 FCFA contre 225 FCFA en 2014.

Du côté du **coton graine,** la production progresse de 3,8% en 2015. L'accélération de la mise en œuvre des réformes devrait favoriser une augmentation plus importante de la production au cours des prochaines campagnes.

Au niveau de la **canne à sucre**, la production s'établit à 198 692,2 tonnes à fin décembre 2015, en hausse de 3,9%, grâce à une bonne pluviométrie.

Le **caoutchouc naturel** affiche une hausse de 5,4% selon les données disponibles à fin juin 2015 pour atteindre 161 642 tonnes. En dépit de cette augmentation de la production, et de la première place qu'occupe la Côte d'ivoire au niveau africain, la filière hévéa est confrontée à des difficultés liées à la chute des cours mondiaux. Par conséquent, soucieux de la redynamiser, le Gouvernement vient de mettre sur pied un Groupe de Travail qui devra mettre en place une réforme afin de rendre la filière hévéa-palmier à huile capable de résister aux chocs exogènes dus à la baisse continue des prix d'achats, et d'améliorer par conséquent le revenu des paysans.

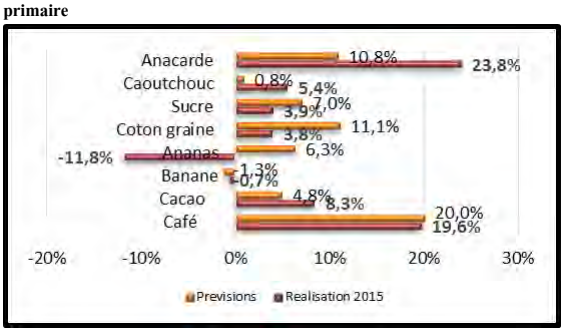
Contrairement aux autres spéculations, les filières fruitières, notamment la banane et l'ananas affichent une baisse de production en 2015, comparé à l'année 2014.

Le repli de la **banane** est dû à la destruction d'une partie (1/4) des surfaces cultivées en 2014 suite aux pluies diluviennes. La production s'établit donc à 359 947,1 tonnes soit une baisse de 0,7% comparé à 2014. Toutefois, ce repli s'est amenuisé par rapport au premier semestre 2015 (-22,4%), ce qui dénote d'une reprise progressive dans ce secteur.

Concernant **l'ananas**, la baisse de 11,8% observée est liée au manque de financement de la filière, qui la rend moins compétitive par rapport aux pays d'Amérique Latine. Le prix d'achat au producteur n'étant plus attrayant, l'ananas a été délaissé au profit d'autres produits notamment l'hévéa. Toutefois, face à la chute des prix de l'hévéa, les petits producteurs tendent à se réorganiser et à s'adonner de nouveau à la culture de l'ananas. Ces derniers développements augurent d'un lendemain meilleur.

L'exploitation de **bois grume** s'inscrit également en repli. La production diminue de 7,5% pour se situer à 829 541,9 tonnes à fin août 2015. Cette évolution est en lien avec l'application de la mesure d'interdiction de l'exportation de bois non transformés par les entreprises non agréées. Cette mesure du Gouvernement ivoirien vise à lutter contre la déforestation découlant de l'exploitation anarchique des forêts et à promouvoir une plus grande transformation du bois en Côte d'Ivoire.

Graphique 2 : Réalisations à date et prévisions annuelles 2015 du secteur primaire



Source : Minagri, OPA, DGE

Les objectifs annuels portant sur les spéculations de l'agriculture d'exportation ont été réalisés pour la plupart. Soucieux de poursuivre l'amélioration des conditions de vie des paysans par l'augmentation de leurs revenus et les investissements dans le milieu rural, le Gouvernement ivoirien entend poursuivre la mise en œuvre des réformes dans les filières.

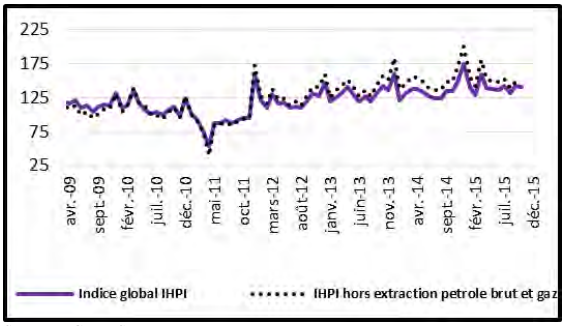
II.1.b. Secteur secondaire

Le secteur secondaire maintient sa tendance haussière observée ces dernières années. En moyenne sur les neufs (9) mois écoulés de 2015, l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) croît de 7,5% en glissement annuel. Cette embellie est attribuable aux industries extractives (+27,3%), au secteur manufacturier (+5,3%) et à la branche « électricité, gaz et eau »

(+7,0). Hors extraction, la production industrielle progresse de 5,4%.

S'agissant du BTP, l'indicateur avancé progresse de 21,5%.

Graphique 3 : Indice harmonisé de la production industrielle



Source : DGE, INS

✓ ***Industries manufacturières***

La hausse des industries manufacturières est attribuable à l'ensemble des branches à l'exception des **« industries textiles »** et la **« fabrication de machines et matériels de tous types »** qui baissent de respectivement 11,2% et 0,8%.

Les **« Industries du papier, carton et édition, imprimerie »** enregistrent une hausse de 4,4%. Elles bénéficient de l'accroissement de la production de la sous branche « fabrication de papier, de carton et d'articles en papier ou en bois » (+25,5%). L'évolution de cette branche d'activité est la conséquence de la mise en application de l'interdiction de la fabrication et de l'utilisation des sachets plastiques non biodégradables.

Les **« Industries métalliques »** croissent de 41,7% sous l'effet de la vigueur de la sous branche « fabrication d'ouvrages en métaux et le travail des métaux » (+40,3%).

L'activité des **« Industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction »** ressort en hausse de 7,2%. Cette embellie s'explique par la mise en œuvre du programme présidentiel des logements sociaux, économiques et de standing ainsi que par la poursuite de la réalisation des grands chantiers de l'Etat (ponts, barrage, échangeurs, routes…).

Les « Industries agroalimentaires et tabac » augmentent de 3,0% sous l'effet de la fabrication des « produits alimentaires et de boisson » (+4,6). Par contre, les « produits à base de tabac » (+20,0%) se contractent

Les **« industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques »** progressent de 8,2% grâce au dynamisme des branches « Fabrications de produits chimiques » (+6,2%), « Raffinage pétrolier, cokéfaction, industries nucléaires » (+22,7%). Par contre, les « Fabrication de produits en caoutchouc ou en matières plastiques » (-2,8%) se maintiennent en baisse du fait de l'application de la mesure d'interdiction de la fabrication et de l'utilisation de sachet plastiques.

Les **« industries du bois et meubles »** se maintiennent en augmentation de 1,7% en lien avec l'évolution de la « fabrication de meubles ; activités de fabrication non classées ailleurs » (+2,7%)

A l'inverse, La branche **« textiles et cuir »** affiche un fléchissement de 11,2% imputable aux sous branches « fabrication de textile » (-13,6%) et « fabrication d'articles d'habillement ; préparation et teinture des fourrures » (-20,2%).

L'activité de la branche **« Fabrication de machines et matériels de tous types »** se contracte de 0,8% en raison de la baisse de la construction de véhicules automobiles (-35,3%).

Graphique 4 : Indice de production du secteur manufacturier

Source : DGE, INS

A fin décembre 2015, la production de **produits pétroliers** enregistre une augmentation de 6,6% par rapport aux réalisations de l'année 2014 pour s'établir à 3 115 457,0 tonnes. Ce bon résultat est attribuable d'une part, à l'approvisionnement régulier en pétrole brut (+7,4%) du fait de la chute des cours et d'autre part, à la pleine activité des unités de production. Les produits qui ont favorisé cette hausse, sont l'essence (+16,9%), le fuel-oil (+39,6%) et le DDO (+8,4%). En revanche, la production de gasoil recule de 2,0% en raison d'une demande extérieure moindre.

Du côté de la demande, la consommation intérieure de produits pétroliers se situe à 1 627 099,3 tonnes, en accroissement de 11,3% par rapport à 2014. Cette

évolution favorable est induite par le dynamisme de l'activé économique nationale et se reflète dans l'évolution globale des différents produits qui la composent. En effet, les consommations de super (+24,4%), de butane (+18,1%), de gasoil (+12,7%) et de kérosène (+12,2%) ressortent en accroissement.

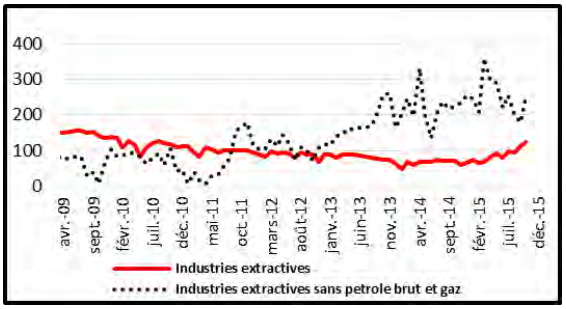
Toutefois, les exportations affichent une baisse de 2,5% pour ressortir à 1 652 756,4 tonnes.

Au total, les ventes des produits pétroliers s'établissent à 3 396 626,8 tonnes, en accroissement de 5,0% par rapport à fin décembre 2014.

✓ ***Industries extractives***

A fin octobre 2015, l'indice des industries extractives s'accroît de 32,0% par octobre 2014. Cette bonne tenue provient des branches « extraction de pétrole brut et de gaz naturel, activités annexes» (33,1%) et « autres activités extractives » (+13,2%).

Graphique 5 : Indice de production des industries extractives



Source : DGE, INS

De façon spécifique, les principales productions se présentent comme suit :

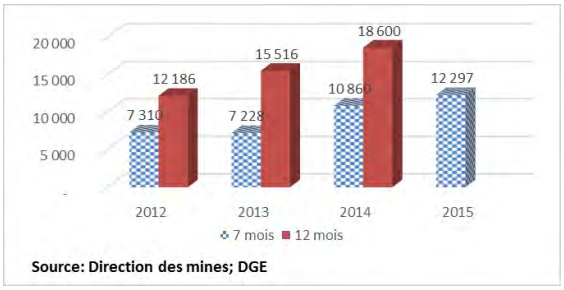
A fin juillet 2015[6], avec une production globale de 12 297,2 kg, l'extraction aurifère a enregistré une hausse de 13,2% comparé à la période correspondante de 2014. L'entrée en production de la mine d'or d'Agbaou en 2014 continue de booster le dynamisme de ce secteur. En effet, sur les sept premiers mois de l'année, cette entreprise qui représente 26,7% de la production totale a vu sa production croître de 42,3% par rapport à fin juillet 2014. Le dynamisme est perceptible également au niveau des autres entreprises (LGL Mines CI Sa : +11,4%, SMI : +9,7% et Tongon Sa : +0,7%).

A ce jour, la plus grande unité de production aurifère de la Côte d'Ivoire est la mine d'or de Tongon avec une production de 4543 kg, soit 36,9% de la production totale.

Il convient de relever que le secteur **minier** n'est pas resté en marge des différentes réformes mises en œuvre afin de booster la croissance économique de la Côte d'Ivoire. Avec la mise en place d'un nouveau code minier en 2014, la Côte d'Ivoire s'est vue décerner le prix du Forum Mines and Money du « meilleur pays en matière de réformes dans le secteur minier ». Afin d'améliorer les conditions de vie des populations riveraines des zones d'exploitation, le Gouvernement a décidé de reverser une partie des revenus issus des ressources extractives pour le développement des régions concernées. Par ailleurs, l'orpaillage clandestin, activité illégale et dangereuse, source de précarité a également été interdit. Ainsi, en 2015, dans le cadre de la mise en œuvre de la phase pilote du Programme National de Rationalisation de l'Orpaillage, les sites d'orpaillage clandestins dans les zones centre et nord ont été fermés. En outre, cent vingt (120) sites d'orpaillage clandestin ont été déguerpis dans la zone Est et dans la région de la Bagoué. Par ailleurs, les acteurs dans la zone ouest (administrations, populations et orpailleurs clandestins) ont été sensibilisés sur les dangers liés à l'orpaillage et quarante-six (46) Comités Techniques Locaux ont été installés dans cette partie du pays.

Le Gouvernement entend mettre en place une activité d'orpaillage légale, et saine en accord avec le code minier. En outre, afin de garantir la productivité de la branche minière, deux autres permis d'exploitation minière sur les sites d'Afema et de Sissingué ont été octroyés respectivement aux entreprises Taurus Gold et Compagnie minière Perseus Mining Côte d'Ivoire.

Graphique 6 : Production d'or entre 2012 et 2015



A fin décembre 2015, le secteur des **hydrocarbures** affiche une embellie en relation avec l'accroissement des productions de pétrole brut et de gaz naturel.

La production de **gaz naturel** pour l'année 2015 s'établit à 78 597,6 millions de MMBTU, en augmentation de 4,4%. Ce dynamisme est porté par le permis CI 27 avec une

[6] En attente des données à fin décembre 2015

production de 56 115,3 millions de MMBTU, soit 71,4% de la production totale.

En ce qui concerne le **pétrole brut**, la production est ressortie à 10 735,1 barils en hausse de 55,5%. Les permis CI 26 et CI 40 assurent l'essentiel de la production avec 94,4% de la production totale. La forte hausse provient des investissements réalisés.

✓ ***Energies commerciales***

La branche « électricité, gaz et eau » augmente de 7,2% à fin octobre 2015, tirée par la «production et distribution d'électricité» (+4,2%) ainsi que le « captage, traitement et distribution d'eau » (+15,2%).

La production nette d'électricité se situe à 8 527,3 Gwh au terme de l'année 2015, en accroissement de 4,4% par rapport à son niveau de 2014. Cette orientation favorable est attribuable exclusivement à l'énergie de source thermique qui voit sa production augmenter de 14,7%, sous l'impulsion de l'augmentation de la capacité de production des centrales thermiques d'AZITO ENERGIE (+95,1%) et d'AGGREKO (+3,2%). Toutefois, l'impact de la hausse de la production thermique est amoindri par la chute de l'énergie de source hydraulique (-29,5%) en raison du faible niveau d'eau dans les barrages hydroélectriques.

A l'instar de la production, les ventes intérieures d'électricité progressent de 6,6% pour s'établir à 5 933,6 Gwh. Les consommations de l'électricité de basse tension ainsi que celle de moyenne et haute tension croissent respectivement de 10,6% et 2,2% confirmant le dynamisme de l'activité économique nationale. En effet, la hausse des ventes de l'énergie de basse tension traduit la forte demande des ménages et des services en électricité. Quant à l'électricité de moyenne et haute tension, elle est en relation avec l'activité de production industrielle.

Les exportations se maintiennent en baisse, en raison de la forte demande interne en électricité. Elles s'établissent à 853,0 Gwh contre 897,0 Gwh à fin décembre 2014, soit en retrait de 4,9%.

Au total, les ventes d'électricité ressortent à 6 786,6 Gwh pour une offre globale de 8 535,3 Gwh, soit un taux de perte de 20,5%. Ce déficit devrait encore se réduire grâce au renouvellement progressif des installations de distribution et à la complète application du nouveau code de l'électricité qui facilite notamment la poursuite pénale des fraudeurs.

Afin de consolider la production d'électricité, le Gouvernement ivoirien a initié plusieurs projets en cours notamment la construction du barrage hydroélectrique de Soubré (275 MW) et l'installation de la turbine de 110 MW de CIPREL. Cependant, pour conforter le développement durable du secteur, l'Etat pourrait se tourner vers les énergies renouvelables telles que les énergies solaires, l'énergie éolienne et la biomasse.

✓ ***Bonne progression du BTP***

Le BTP évolue favorablement grâce à l'exécution des investissements dans les infrastructures socio-économiques. Il tire avantage également de la réalisation du programme présidentiel de logements.

En moyenne sur les dix (10) premiers mois de 2015, l'indicateur avancé du BTP croît de 19,5% sous l'effet de l'ensemble de ses composantes, notamment les productions de ciment (+3,5%), de « gravier de granite, gravillons et sable de lagune » (+13,2%), de bitume (+64,9%) et de béton (+28,8%).

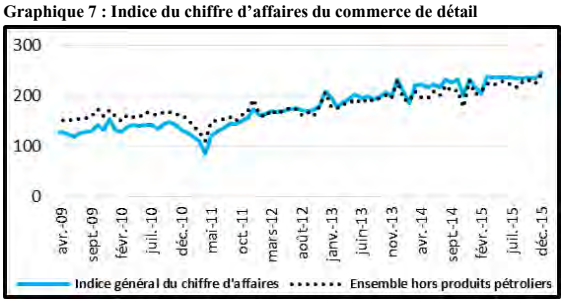
II.1.c.Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire enregistre, par rapport à 2014, une bonne tenue du chiffre d'affaires du commerce de détail, un accroissement du trafic aérien et routier ainsi qu'une nette amélioration du transport maritime. Cependant, le transport ferroviaire affiche une évolution contrastée.

✓ ***Commerce de détail***

Au terme des douze mois de l'année 2015, l'indice du chiffre d'affaires (ICA) du commerce de détail, augmente de 6,6% en termes nominaux. Cette bonne performance est attribuable aux ventes de l'ensemble des composantes du commerce de détail, excepté les « produits divers » (-1,5%) et les « produits alimentaires » (-0,1%) qui se contractent.

Graphique 7 : Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



Source : BCEAO

Cette situation découle des nombreuses mesures prises par le Gouvernement en vue d'améliorer les conditions de vie de la population et de consolider la croissance économique. En effet, la nette amélioration du climat des affaires et l'augmentation des revenus des ménages ont contribué largement à cette embellie du chiffre d'affaires. Ces résultats seront confortés en 2016 par la pleine activité des nouveaux centres commerciaux ouverts vers la fin de l'année 2015, notamment Carrefour.

De façon détaillée, les évolutions des différentes branches se présentent comme suit :

Les produits pétroliers, qui représentent le plus grand poids de l'ICA, voient leur chiffre d'affaires augmenter de 4,2% en relation avec la forte demande en carburant et produits dérivés. En effet, la demande en carburant est favorablement impactée par la révision régulière à la baisse du prix à la pompe observée au cours de l'année 2015. Elle bénéficie également de la bonne marche de l'activité économique.

L'accroissement du chiffre d'affaires de la branche « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachés» (+17,5%) est attribuable à toutes ses composantes notamment les « véhicules neufs » (+17,4%), les « motocycles neufs » (+14,5%) ainsi que les « pièces et accessoires de motocycles neufs » (+18,2%). Cette évolution favorable est également liée à la forte demande des Institutions publiques et privées.

Le chiffre d'affaires des équipements de la personne progresse de 23,6%, en lien avec les offres promotionnelles et les nombreux dons aux populations démunies par les groupements sociaux. Ce secteur est porté principalement par la sous-branche « textiles, habillement, articles chaussants et cuirs » (+24,1%).

Du côté des « produits de l'équipement du logement», les ventes affichent une hausse de 18,5% grâce à la bonne tenue de ses deux sous-branches « matériaux de construction, quincaillerie » (+16,2%) et « ameublement, équipements et produits ménagers » (+27,8%). Ce dynamisme des affaires s'explique par ailleurs, par le nombre croissant des promoteurs immobiliers occasionnant la multiplication des chantiers et le réaménagement de certains édifices publiques.

Au niveau de la branche « produits pharmaceutiques et cosmétiques », les ventes sont également en hausse. Le chiffre d'affaires enregistre une progression de 11,1% grâce à la bonne évolution de ses sous-branches « produits pharmaceutiques et médicaux » (+10,5%) et parfumerie et produits de beauté » (+30,6%). Elle tire avantage de la multiplication des contrats d'assurance et des fortes commandes de produits par certaines structures privées.

Toutefois, cette orientation favorable du commerce de détail est amoindrie par la baisse du chiffre d'affaires des produits alimentaires (-0,1%) et des produits divers (-1,5%).

Les ventes des produits alimentaires baissent principalement sous l'effet de la contraction des ventes de la sous-branche « autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs » (-0,7%).

Quant aux produits divers, la contraction du chiffre d'affaires est liée à la baisse des activités dans la sous-branche « autres produits » (-14,8%).

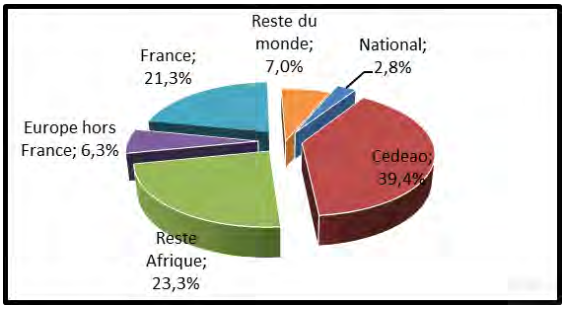
Hors produits pétroliers, l'indice du commerce de détail enregistre une augmentation de 9,5%.

✓ ***Transports***

Le secteur du transport affiche un dynamisme des trafics aérien et terrestre ainsi que du transport maritime, en relation avec la bonne orientation de l'activité économique. Quant au transport ferroviaire, il présente une évolution contrastée avec un transport de personnes qui augmente pendant que le trafic de marchandises recule.

Dans le **transport aérien** à fin décembre 2015, l'activité est en plein boom, en relation avec l'amélioration du climat des affaires et le dynamisme de l'activité économique. Ainsi, le cumul du nombre de voyageurs commerciaux augmente de 23,3% pour se situer à 1 468 644 passagers. Cette embellie du trafic aérien se ressent au niveau du trafic dans la zone CEDEAO (+31,2% ; +578 071 passagers), avec le RESTE DE L'AFRIQUE (+18,2% ; +342 236 passagers) et avec L'EUROPE (+12,5% ; +404 368 passagers) dont la FRANCE (+12,1% ; +312 274 passagers). Par ailleurs, le trafic national, avec un total de 41 357 passagers contre 7 010 passagers un an plutôt, poursuit sa croissance amorcée depuis la reprise des vols domestiques en fin d'année 2014. En effet, les activités de la compagnie nationale se sont étendues sur six (6) villes du pays notamment Bouaké, Korhogo, Man, Odienné, San Pedro et Yamoussoukro.

Graphique 8 : Répartition du nombre de passagers au départ d'Abidjan par destination



Source : AERIA, DGE

Le mouvement des avions a connu dans l'ensemble une augmentation de 11,5%. Les compagnies aériennes ayant bénéficié de cette hausse sont principalement « Air Côte d'Ivoire » (+595 834 passagers ; +53,4%), « Air France » (+247 673 passagers ; +17,2%), « ROYAL AIR MAROC » (+102 387 passagers ; +19,7%) et enfin « EMIRATES AIRLINES » (+88 306 passagers ; +8,2%).

Quant à la structure du trafic aérien, elle reste dominée par les destinations CEDEAO (39,4%) et L'EUROPE (27,5%) dont la France (21,3%).

Le transport aérien bénéficie des investissements réalisés dans le cadre de la modernisation des infrastructures aéroportuaires. Des travaux d'extension et de modernisation de l'aérogare de fret sont en cours en vue de l'amélioration du fret aérien ivoirien. L'année 2016, en plus du démarrage des vols directs vers les USA, sera surtout marquée par le démarrage de la mise en œuvre du projet d'aménagement dénommé « Aérocité » dans la zone aéroportuaire d'Abidjan (3 700 ha). Ce projet sera réalisé par le secteur avec un investissement estimé à plus de 1 000 milliards FCFA. Enfin, pour faire de l'aéroport d'Abidjan le hub de la zone Afrique de l'ouest, le Gouvernement a engagé un programme important de réduction des billets d'avions avec notamment la baisse des taxes.

S'agissant du **transport terrestre**, au vu de l'indicateur avancé qu'est la consommation de gasoil (+12,7%), l'activité se comporte favorablement. Cette bonne performance est attribuable à la réalisation d'infrastructures modernes qui améliorent la fluidité du trafic et favorisent le déplacement des personnes ainsi que le transport des marchandises. Au titre des perspectives, plusieurs projets sont prévus ou en cours dans le secteur des transports routiers. Il s'agit notamment, de la construction et l'exploitation d'une gare de fret à Yopougon sur 105 hectares, de la poursuite de la construction de la gare routière interurbaine et internationale d'Abidjan (à Adjamé), du renouvellement du parc automobile et de l'adoption d'un système intelligent de contrôle du trafic routier urbain et rural.

Concernant le **transport maritime,** les données provisoires disponibles à fin décembre 2015 laissent entrevoir un accroissement de 4,8% du trafic global de marchandises en relation avec le dynamisme de l'activité économique. Cette évolution favorable est imputable à la progression des activités à la fois au Port Autonome d'Abidjan (PAA) et au Port Autonome de San Pedro (PASP). Hors transbordement, le volume global de marchandises du trafic maritime croît de 8,8%.

La hausse des activités du PAA (+5,3%) est portée principalement par les importations (+9,0%) traduisant la vitalité de la demande intérieure. Toutefois, cette bonne performance est amoindrie par le repli des exportations (-2,1%).

Par ailleurs, le trafic national et le transit progressent respectivement de 5,7% et 25,8%. Le trafic national bénéficie de la bonne évolution des marchandises générales (+2,5%) et des produits pétroliers (+11,8%). Quant au transit, les activités sont boostées par les échanges de marchandises avec les pays de l'hinterland tels que le Burkina Faso (+36,7%), le Mali (+12,5%) et le Niger (+21,3%) qui sont en nette progression. A l'inverse, le transbordement se contracte de 19,3% en raison du transfert des activités des compagnies exerçant dans ce domaine vers d'autres pays.

Hors transbordement, l'activité au PAA est marquée par une augmentation de 7,6% du trafic de marchandises portée à la fois par les importations (+10,1%) et les exportations (+2,4%). Les importations sont caractérisées par la progression en volume des produits tels que le clinker, gypse et laitiers (+9,4%), le riz en vrac et conditionné (+5,5%), le ciment (+123,2%) ainsi que les produits pétroliers (+9,6%). La forte hausse des importations de ciment s'explique par l'adoption de la mesure exceptionnelle d'importation de 300 000 tonnes de ciment de mai à juillet 2015, afin de répondre à la forte demande nationale en attendant le renforcement de la capacité de production des cimenteries existantes qui devrait débuter avec la construction prochaine d'une cimenterie à San Pedro par CIMAF.

De même, les exportations sont poussées vers le haut par les volumes exportés essentiellement de produits pétroliers (+15,0%), de cacao fèves (+1,1%), de noix de cajou (+28,1%), de banane (+4,8%) et de caoutchouc (+4,2%).

Au niveau du PASP, l'activité est en accroissement de 2,4% par rapport au volume exporté de 2014. Cette bonne performance est due à la bonne politique commerciale et d'exploitation menée ces dernières années. Par ailleurs, cette hausse est confortée par la bonne tenue des importations (+7,0%). Toutefois, les exportations reculent de 0,7%. Les activités du transbordement (-7,7%) se contractent également.

Hors transbordement, l'activité au PASP croît de 21,6% en lien avec l'augmentation à la fois des importations (+73,8%) et des exportations (+7,8%).

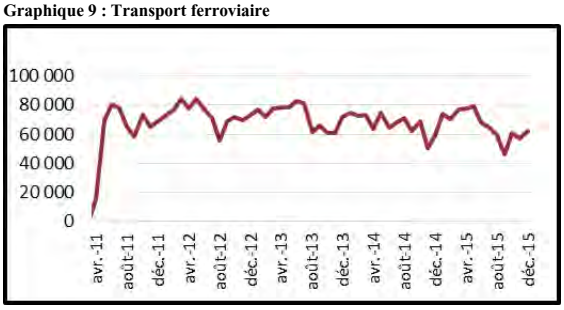
Le transport maritime ivoirien affiche une bonne orientation de ses activités. Toutefois, il fait face à la concurrence accrue des ports des pays voisins qui ont réalisé des investissements pour améliorer la capacité d'accueil de leur port. Dans ce contexte, le Gouvernement envisage mettre en œuvre plusieurs projets en vue d'améliorer les performances des ports ivoiriens et de relever le défi de la compétitivité par rapport aux autres ports de la sous-région. Dans un premier temps au niveau du PAA, le Gouvernement va s'atteler à la poursuite des travaux d'élargissement et d'approfondissement de la passe d'entrée du canal de Vridi doublés de la modernisation et l'approfondissement des quais et de la construction du deuxième terminal à conteneurs au Port d'Abidjan, pour un coût global de plus de 500 milliards FCFA. Par la suite, Il va procéder à la création d'un terminal et d'une unité de traitement des déchets industriels. S'agissant du Port de San Pedro (PSP), il est prévu la construction d'un terminal polyvalent industriel pour un coût global de 20 milliards F CFA, l'extension du terminal à conteneurs pour un coût de 132 milliards F CFA, la construction d'un terminal minéralier intégré, d'installations techniques pétrolières et la réhabilitation des jetées de protection.

Tous ces projets d'envergure qui concernent les deux ports, permettront de moderniser les infrastructures portuaires et de recevoir des navires de grandes capacités, spécifiquement le Port d'Abidjan qui ambitionne être le troisième hub port de la côte Atlantique.

Dans la **branche ferroviaire**, l'activité subit les différentes crises survenues au Burkina Faso durant toute l'année 2015. Ainsi, le volume de marchandises transportées est en retrait de 1,0 % et se situe à 796 179,4 tonnes à fin décembre 2015, sous l'effet de la contraction du trafic vers le Burkina Faso (-4,6%). Par contre, les échanges internes (+114,6%) sont orientés à la hausse en relation avec le dynamisme de l'économie nationale.

Du côté du trafic de personnes, le volume du trafic s'accroît de 1,2% en lien avec le développement d'un nouveau service de haute qualité garantissant le confort et la sécurité des passagers.

Graphique 9 : Transport ferroviaire



Source : SITARAIL, DGE

Le secteur ferroviaire est au centre des préoccupations du Gouvernement. Des études et recherches de financement vont permettre de réaliser de nombreux projets parmi lesquels des projets intégrés d'exploitation de minerais aussi bien en Côte d'Ivoire que dans les pays voisins, tels que le Mali et la Guinée. D'autres projets sont déjà en cours de réalisation. Il s'agit de la poursuite des travaux du Métro d'Abidjan et des travaux de réhabilitation du chemin de fer Abidjan-Ouagadougou-Kaya.

Globalement, le développement du secteur ferroviaire permettra non seulement de générer les emplois directs et indirects mais aussi de promouvoir l'exploitation des minerais ainsi que l'intégration sous régionale, sans compter sa contribution à faciliter le transport urbain notamment à Abidjan.

Au total, les différentes réformes qui sont déjà bien engagées devraient permettre de donner un nouveau visage au secteur des transports en général. En outre La mise en œuvre effective de tous les projets prévus permettra au secteur du transport de prendre une part significative au processus visant à faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020.

II.1.d. Prix à la consommation

✓ ***Inflation en dessous du maximum de la norme de l'UEMOA (3%)***

L'inflation est restée contenue au cours de l'année 2015, grâce à l'amélioration contenue des circuits de distribution. L'indice harmonisé des prix à la consommation a enregistré une progression de 1,2% en moyenne, comparé à 2014.

Ce niveau d'inflation est imputable à l'évolution des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+1,2%) tout comme celle des produits non alimentaires (+1,0%).

La hausse des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » provient d'une variation positive de l'ensemble de ses sous composantes à l'exception des huiles et graisses (-0,2%). En effet, ces derniers enregistrent une baisse des prix de l'huile d'arachide au litre (-3,8%) et de l'huile de maïs (-6,3%) en liaison avec un bon ravitaillement des marchés et des prix à l'international (-6,7%) toujours plus bas.

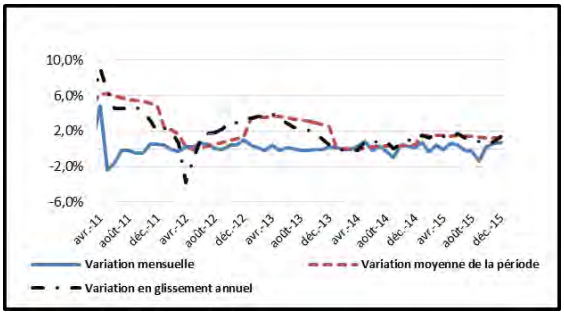
S'agissant des produits non alimentaires, la hausse des prix est attribuable à l'ensemble des composantes hormis le transport et l'enseignement qui voient leurs prix se contracter respectivement de 0,4% et 0,3%.

Le recul des prix dans le domaine du transport est consécutif au repli des achats de véhicules (-0,3%) et des dépenses liées à leur utilisation (-3,1%). En effet, le prix du carburant « super » est passé de 690 en début d'année 2015 à 600 Fcfa à fin decembre 2015. Quant à l'enseignement, le fléchissement des prix concerne simultanément les prix dans l'enseignement préscolaire et primaire (-2,6%) et dans le secondaire (-0,6%).

Les fonctions qui enregistrent une hausse sont les « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (+1,4%), les « articles d'habillement et chaussure » (+2,6%), le « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+1,5%), les « Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+1,8%), la « santé » (+1,2%), la « communication » (+0,1%), les « loisirs et culture » (+1,7%), les « restaurants et Hôtels » (+0,6%) et les « autres biens et services » (+0,9%).

En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation croit de 1,4% au mois de décembre 2015.

Graphique 10 : Taux d'inflation (2011-2015)



Source : INS, DGE

II.1.e. Emploi moderne

Le marché de l'emploi en Côte d'Ivoire affiche une orientation favorable en relation avec le dynamisme de l'activité économique. Ainsi, dans le secteur moderne, l'effectif de salariés enregistre un accroissement de 8,0% correspondant à une création nette de 64 440 emplois sur un an. Ce bond de l'emploi moderne porte ainsi le nombre de salariés à 868 209 à fin décembre 2015.

Le dynamisme du marché de l'emploi est porté à la fois par le secteur privé (+8,0% ; +49 571 emplois nets) et le secteur public (+8,2% ; +14 869 emplois nets).

Le secteur privé, qui contribue à hauteur de 76,9% à la création nette d'emploi, est le principal animateur du marché du travail. Ainsi, le secteur privé enregistre une augmentation de 8,0% de l'effectif des salariés, soit une création nette de 49 571 emplois, portant le nombre de salariés à 672 251. Cela se traduit à travers la bonne tenue de l'ensemble des branches d'activité de l'économie ivoirienne. Les branches d'activité ayant enregistré le plus de création nette d'emplois sont dans l'ordre, le commerce (+32,0% ; +15 867 emplois nets), l'industrie manufacturière (+17,9% ; +8 849 emplois nets), le BTP (+10,6 ; +5 267 emplois nets) et l'agriculture (+8,4% ; +4 152 emplois nets).

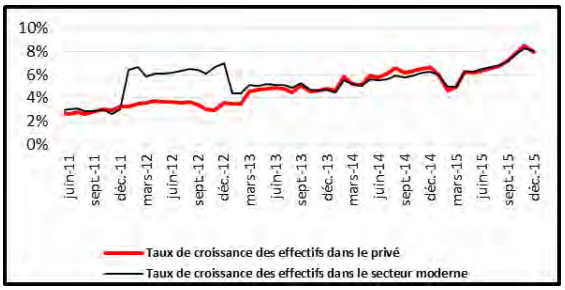
Cette bonne performance de l'emploi dans le secteur privé est favorisée, par les réformes engagées pour faciliter la création d'entreprises, en termes de coût et de délais.

Au niveau du secteur public, l'emploi est également en hausse. En effet, l'effectif des fonctionnaires et agents de l'Etat s'accroit de 8,2%, soit une création nette de 14 869 emplois, pour atteindre 195 958 salariés.

La question de l'emploi en Côte d'Ivoire est une priorité pour le Gouvernement qui a adopté et amorcé la mise en œuvre d'une Politique Nationale de l'Emploi (PNE). La PNE définit les stratégies de développement et de promotion de l'emploi durable afin de sortir les

populations de la précarité imputable à l'importance du sous-emploi et à la faiblesse des revenus. A cet effet, elle s'appuie sur les résultats de l'enquête sur l'emploi de 2014 pour améliorer davantage le taux de chômage de 5,3%[7] en 2013. Le Gouvernement a également adopté une Stratégie de Relance de l'Emploi (SRE) en vue de renforcer et de consolider les différents programmes existants tels que le PEJEDEC (Programme Jeune pour le Développement des Compétences), le PSR (Programme Spécial de Requalification) et le programme C2D emploi. Enfin, pour s'assurer de l'efficacité des mesures en faveur de l'emploi, les nouvelles autorités ont entamé une restructuration des organes intervenant dans la prise en charge des questions liées à l'emploi. Ainsi, l'Agence Emploi Jeunes a été créée en juin 2015, en remplacement des anciennes structures (l'AGEPE, le FSE …). Ce Guichet Unique de l'Emploi est la nouvelle vitrine pourvoyeuse d'emplois salariés, promotrice de l'entreprenariat et du développement de compétences.

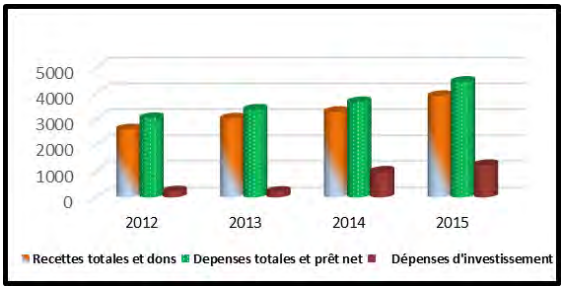
Graphique 11 : Evolution des effectifs dans le secteur moderne (2011-2015)



II.2. FINANCES PUBLIQUES

A fin décembre 2015, la situation des finances publiques est caractérisée par une bonne tenue des recettes totales et dons par rapport à 2014 (+18,6%), en lien avec les efforts réalisés par les régies financières dans la mise en œuvre des réformes fiscales et une maîtrise des dépenses grâce à l'application de la régulation budgétaire? Toutefois, par rapport aux objectifs du programme, les finances publiques ressortent avec des moins-values dans la collecte des recettes intérieures (-2,4%).

Graphique 12 : Indicateurs des finances publiques à fin décembre (en milliards de FCFA)



✓ ***Recouvrements en ligne avec les objectifs***

A fin décembre 2015, les recettes totales et dons sont estimés en hausse de 18,6% par rapport à 2014. A niveau, ils devraient ainsi passer de 3 293,3 milliards en 2014 à 3 904,9 milliards en 2015. Par rapport aux objectifs du programme, ils sont en accroissement de 1,4 milliard. Cette bonne tenue des recettes est imputable principalement aux recettes fiscales (+374,2 milliards ; +14,5%) et aux recettes non fiscales (+259,1 milliards ; +62,3%).

Les recettes fiscales à fin décembre 2015 sont estimées à 2947,7 milliards (15,6% du PIB) contre un objectif de 2934,4 milliards (15,5% du PIB), dégageant une plus-value de 13,3 milliards. Comparativement à la même période de l'année 2014, les recettes sont en augmentation de 14,6%. Cette évolution favorable des recouvrements est attribuable aux recettes de porte. Les premiers éléments explicatifs se présentent comme suit :

Au niveau de la fiscalité intérieure

Les recettes fiscales intérieures à fin décembre 2015 ressortent à ***1472,8 milliards*** (+7,8% du PIB) contre un objectif de ***1509,6 milliards*** (+8,0% du PIB) soit une ***moins-value de 36,8 milliards***. Cette contre-performance des recouvrements est imputable essentiellement aux impôts suivant : le BIC, l'ITS, la TOB, les droits d'enregistrements et de timbre. Par nature d'impôts, on note les éléments explicatifs suivant :

- ***les impôts sur les bénéfices*** ont été recouvrés à hauteur de ***322,3 milliards*** contre un objectif de ***339,1 milliards,*** dégageant ***une moins-value de 16,8 milliards***. Ce niveau de recouvrement est imputable principalement aux contre-performances enregistrées sur la composante ***BIC hors pétrole (-14,1 milliards).*** Cette moins-value est liée essentiellement à la baisse des résultats imposables, compte tenu des difficultés

[7] Selon les résultats de l'enquête sur l'emploi de 2014

rencontrées par les entreprises des secteurs du caoutchouc, du palmier à huile, du sucre … et aux investissements réalisés par celles des télécommunications, de la distribution d'eau potable et des cimenteries… ;

- ***les impôts sur revenus et salaires*** sont ressortis à ***366,2 milliards***. Comparés à l'objectif, ils enregistrent une moins-value de ***15,5 milliards*** expliquée, d'une part, par une progression moindre que prévu de l'emploi dans le secteur formel par rapport au niveau prévisionnel (10% contre 6% en réalisation.
- ***la taxe sur opération bancaire*** est ressortie à ***49,0 milliards*** contre une prévision de ***51,4 milliards. La moins-value*** de ***2,4 milliards*** *qui se dégage* est imputable à la réduction de l'assiette de la TOB suite à la l'application progressive de la gratuité de certains services bancaires;
- ***les impôts sur revenus des capitaux mobiliers*** ont été recouvrés à hauteur de ***76,1 milliards*** contre un objectif de ***77,9 milliards.*** Il en résulte une ***moins-value de 1,8 milliard*** qui s'explique par la faiblesse des bénéfices distribués du fait des résultats insuffisant enregistrés par les entreprises en 2014. La baisse des taux d'intérêts pratiqués par les banques en vue de soutenir les entreprises et les ménages contribue également à cette moins-value.
- ***les droits d'enregistrement café cacao*** enregistrent une plus-value de 1,4 milliards par rapport à l'objectif (***84,8 milliards).*** ce résultat s'explique par la hausse des volumes de cacao soumis à la formalité de l'enregistrement ;
- la TVA a été recouvrée à hauteur de ***286,2 milliards*** contre une prévision de ***279,3 milliards,*** dégageant ***une plus-value de 6,8 milliards***. Ce bon résultat est attribuable à la bonne tenue des paiements spontanés en lien avec la progression de la consommation dans les secteurs de la télécommunication et de l'énergie. Concernant les crédits de TVA, les remboursements ont été effectués à hauteur de ***92,9 milliards*** à fin décembre 2015.

S'agissant du TRESOR, les recouvrements sont estimés à ***8,9 milliards*** soit une plus-value de ***1,5 milliards.*** *Ils se décomposent comme suit:* ***7,3 milliards*** de recettes sur les impôts directs et ***1,6 milliard*** sur les impôts indirects.

Au niveau de la fiscalité de porte

L'évolution des recettes douanières est marquée par un bon niveau de recouvrement sur l'ensemble des postes. Prévus à ***1424,9 milliards*** (7,6% du PIB)***,*** les encaissements sont ressortis à ***1474,9 milliards*** (7,8% du PIB) soit une plus-value de ***50,0 milliards.*** Les recettes sont composées de ***1087,8 milliards*** de ***droits et taxes à l'importation et de 387,1 milliards de taxes sur les exportations***. Les explications par rubriques sont les suivantes :

- Au niveau ***des droits et taxes à l'importation***, il est noté une bonne tenue de l'ensemble des composantes :

- la plus-value des taxes sur les marchandises générales ***(+11,8 milliards)*** s'expliquent par la bonne tenue de l'activité économique observée sur la période avec une hausse des mises à la consommation en droit commun et aussi par une amélioration du taux moyen de taxation ;
- celle des taxes sur les produits pétroliers ***(+26,0 milliards)*** s'explique principalement par la hausse de la taxation du gasoil (173,9 F/Litre contre 158,1 F/Litre prévus) et du super (239,2 F/Litre contre 231,8 F/Litre). Par ailleurs, par rapport à 2014, il est noté une hausse des volumes avec 80,7 millions de litres pour le gasoil (+9,2%) et 77,6 millions de litres pour le super (+19,4%).

- Au niveau des taxes à l'exportation, il est enregistré une plus-value de ***12,2 milliards*** qui s'explique, par des exportations de cacao fèves plus importantes que prévues (+49,739 milles tonnes). Dans le même temps il est noté une hausse du prix CAF du cacao par rapport aux prévisions (***1474,5 FCFA/KG*** contre ***1419,1 FCFA/KG*** en projection).

Les recettes non fiscales sont ressorties à 675,2 milliards en 2015 contre 416,1 milliards en 2014. Par rapport aux objectifs du programme économique et financier, il est enregistré un surplus de 82,6 milliards, essentiellement dû au renouvellement des licences de téléphonie (+62,8 milliards) et aux recettes de services (+13,3 milliards).

Quant aux dons, ils s'affichent à 282,3 milliards, en baisse de 94,3 milliards par rapport au niveau programmé. Cette baisse est imputable aux dons projets (-94,3 milliards).

✓ ***Dépenses moindres que prévues***

Les dépenses totales et prêts nets à fin décembre 2015 sont évaluées à 4 457,5 milliards (23,6% du PIB) contre une prévision de 4 579,8 milliards (24,3% du PIB) soit une sous consommation de 126,5 milliards qui est expliquée principalement par les dépenses d'investissements (-104,4 milliards).

Tableau 7 : Situation des dépenses en 2014 et 2015

en milliards de FCFA	réal. 2014	réal. 2015	Prog. 2015 REVISE 2	réal.2015 / Prog. 2015		réal.2015/réal 2014	
		Niv.	%	Niv.	%	Niv.	%
DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS	3 669,6	4 457,3	4 579,8	-126,5	-2,8%	783,7	21,4%
% PIB	*21,7%*	23,6%	24,3%		0,0%		
DEPENSES PRIMAIRES (hors intérêts & déch tox y/c Prêts nets)	3 456,0	4 146,8	4 244,3	-97,5	-2,3%	690,8	20,0%
(en % du PIB)	*20,4%*	22,0%	22,5%				
Dép. courantes	2 369,5	2 763,3	2 769,3	-6,0	-0,2%	393,8	16,6%
Personnel	1 183,3	1 331,6	1 328,4	3,2	0,2%	148,3	12,5%
(en % du PIB)	*7,0%*	45,2%	45,3%				
Subv.& transf.	304,1	406,8	396,8	10,0	2,5%	102,7	33,8%
(en % du PIB)	*1,8%*	*2,2%*	2,1%				
Dép. de fonct.	617,4	766,1	771,3	-5,2	-0,7%	148,7	24,1%
(en % du PIB)	*3,6%*	4,1%	4,1%				
Dép. d'invest.	994,2	1 248,9	1 353,3	-104,4	-7,7%	254,7	25,6%
(en % du PIB)	*5,9%*	6,6%	7,2%				
Financées sur Trésor	608,1	783,7	722,3	61,4	8,5%	175,6	28,9%
(en % du PIB)	*3,6%*	4,2%	3,8%				
Financées sur prêts et dons projets	386,1	456,3	622,1	-165,8	-26,7%	70,2	18,2%
(en % du PIB)	*2,3%*	2,4%	3,3%				
Dépenses liées à la crise et aux élections	62,2	108,7	95,1	13,6	14,3%	46,5	74,8%
(en % du PIB)	*0,4%*	0,6%	0,5%				

Source : DGE ; DGI ; DGD

Les dépenses primaires

Evaluées à 4 146,8 milliards, les dépenses primaires sont en baisse de 97,5 milliards par rapport au programme. Ce gap s'explique essentiellement par une exécution moins importante que prévue des dépenses d'investissements financées à partir des ressources extérieures (-165,8 milliards).

L'exécution des principales composantes des dépenses primaires se présente comme suit :

Les dépenses de personnel se sont établies à 1331,6 milliards contre 1328,4 milliards soit un dépassement de 3,2 milliards imputable à la solde militaire (+5.3 milliards).

Les prestations sociales se situent à 250,4 milliards contre 264,3 milliards, soit une sous consommation de 13,9 milliards réparties entre la CNPS (+6,3 milliards) et la CGRAE (+7,6 milliards).

Les subventions et transferts sont chiffrés à 406,8 milliards en dépassement de 10,0 milliards du fait notamment de la subvention du pont à péage HKB non prévue initialement.

Les dépenses de fonctionnement sont estimées à 766,1 milliards, en retrait de 5,2 milliards, par rapport aux objectifs. Cette économie dénote d'une maitrise de ces dépenses publiques.

Les dépenses sociales ciblées sont en ligne avec la prévision (8,5 milliards) et ont porté notamment sur le soutien des prix des médicaments et des vaccins destinés au grand public.

Les dépenses d'investissement ont été exécutées à hauteur de 1248,9 milliards soit une sous consommation de 104,4 milliards imputable à une faible mobilisation (– 165,8 milliards) qui réduit les performances observées dans l'exécution des projets (+ 61,4 milliards).

Au titre du financement intérieur, les dépenses exécutées s'élèvent à 783,7 milliards et concernent notamment les transferts opérés au profit du Programme Présidentiel d'Urgence (135,2 milliards contre 132 milliards prévus), les travaux de construction et de réhabilitation des universités (51,6 milliards contre 21,1 milliards prévus), les travaux d'investissement effectués dans le cadre des visites présidentielles (16,1 milliards non initialement prévus), le programme d'investissement routier financé à travers le FER (58,7 milliards contre 52,6 milliards prévus), la réhabilitation des résidences présidentielles à l'intérieur (12,6 milliards contre 3,4 milliards prévus). Par ailleurs, au titre des projets financés dans la cadre du Contrat de Désendettement et Développement (C2D), il se dégage un niveau d'exécution de 96,7 milliards contre 115,3 milliards prévus.

Les projets d'investissement financés sur *ressources extérieures* ont été exécutés à hauteur de 456,3 milliards contre 622,1 milliards projetés. Ils se répartissent comme suit :

- 327,7 milliards au titre des prêts projets dont la réhabilitation du réseau électrique en Côte

d'Ivoire (105 milliards); le projet d'extension et de modernisation du port autonome d'Abidjan (52,5 milliards), l'aménagement du barrage hydro-électrique de Soubré (34,6 milliards), le renforcement du secteur de l'électricité en Côte d'Ivoire (28 milliards) ainsi que le projet de Pôle Agro-industriel (13,3 milliards).

- 128,6 milliards pour les dons projets qui enregistrent un gap contre 217,2 milliards prévus. Ce faible niveau d'exécution (-88,6 milliards) s'explique par la non réalisation d'importants projets tels que :
  - Le programme de restructuration et de mise à niveau des industries (23,5 milliards prévus annuellement) ;
  - L'aménagement du pont de la Comoé (15 milliards) ;
  - La prise en charge des personnes vivant avec le VIH/SIDA (14,4 milliards) ;
  - Le projet de construction de l'usine régionale biolarvicide (5,2 milliards) ;
  - L'appui au plan de réforme des finances publiques (5 milliards)

Toutefois, les dépenses d'investissement financées en 2015 à partir des dons concernent essentiellement le projet de facilitation du commerce et du transport sur le corridor Abidjan-Lagos (16,4 milliards), le projet d'interconnexion électricité Côte d'Ivoire - Libéria-Sierra Leone–Guinée (15,1 milliards), la mesure d'accompagnement au secteur banane (10,3 milliards), le projet de mise en œuvre du cadre d'accélération de la réduction de la mortalité maternelle et néonatale (10 milliards), le projet de renaissance des infrastructures de Côte d'Ivoire (8,3 milliards), le projet d'urgence d'appui à l'éducation de base (6 milliards) et le projet d'appui au secteur agricole (6 milliards).

Les dépenses de souscription et de prise de participation ont atteint 26,0 milliards, en phase avec les prévisions. Elles concernent entre autre la souscription au capital de la BAD (11,3 milliards) et l'appui à la restructuration des banques (8,6 milliards).

Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres

Les dépenses exécutées dans le cadre des actions de lutte contre la pauvreté et la réduction des disparités sociales se sont établies à 1 770,2 milliards à fin décembre 2015 pour un objectif plancher de 1 716,4 milliards, soit un taux d'exécution de 103,1%. Ces dépenses sont en hausse de 9,1% par rapport à celles de 2014 compte tenu des efforts réalisés par le Gouvernement en direction de certains secteurs dont l'éducation, la santé et les routes et ouvrage d'art. Ces efforts devront permettre à terme d'améliorer les conditions de vie de la population.

Les dépenses de consolidation de la paix et de la sécurité

Les dépenses de consolidation de la paix et de la sécurité ont été exécutées à hauteur de 108,7 milliards contre une prévision de 95,1 milliards. Ce dépassement résulte de l'intensification des activités du Conseil National de Sécurité. Les opérations de consolidation de la paix et de la sécurité et celles liées aux élections sont financées à hauteur de 102,7 milliards par les ressources intérieures et 6,0 milliards par la Banque Mondiale au titre du Programme d'Assistance post-Crise.

Les dépenses financées sur les ressources intérieures se rapportent aux activités du Conseil National de Sécurité (34,3 milliards) et de l'Autorité de Désarmement, Démobilisation et de Réintégration (18,7 milliards) ainsi qu'à la couverture des opérations liées aux élections évaluées à 6,3 milliards.

Le déficit budgétaire global de l'année 2015 s'établit à 552,7 milliards contre un objectif de 676,3 milliards. Il a été couvert par les ressources mobilisées sur les marchés monétaire et financier sous régional (668,1 milliards) et par les concours extérieurs (599,8 milliards).

II.3. COMMERCE EXTERIEUR

Les échanges de marchandises en commerce spécial hors bien exceptionnel, à fin décembre 2015 se traduisent par un excédent commercial de 1 213,1 milliards, en hausse de 299,3 milliards par rapport à fin décembre 2014.

Cette évolution positive du solde commercial s'explique par une augmentation en valeur des exportations (+587,3 milliards ; +9,5%) plus importante que celle des importations (+288,2 milliards ; +5,5%). Ces accroissements ont notamment été marqués par une baisse plus accentuée des prix à l'importation (-6,0%) comparativement aux prix à l'exportation qui se contractent de 2,4%. Ce qui a pour corollaire

l'amélioration des termes de l'échange de 3,8%. En volume, les importations tout comme les exportations connaissent une hausse de 12,2%.

✓ ***Hausse des exportations tirées par les produits primaires***

A fin décembre 2015, l'accroissement des exportations en valeur provient principalement des produits primaires (+21,8%) tandis que les produits transformés se replient (-4,3%). Cette baisse des produits transformés est le résultat de la chute des produits manufacturés (-19,2%) notamment des produits pétroliers (-34,8%) dont les prix se sont contractés de 29,4% du fait des baisses successives des cours du pétrole brut à l'international. Hors produits pétroliers, les exportations de produits manufacturés sont en hausse de 7,7 %.

Les produits primaires, quant à eux, profitent de la bonne tenue de l'agriculture industrielle et d'exportation (+24%) ainsi que des produits miniers (+14,2%). Ces performances sont imputables au cacao fèves (+39,4%) et à l'or (+28,6%). Les exportations de cacao profitent de la hausse des cours au niveau international tandis que l'or bénéficie de la levée de l'embargo sur les métaux précieux.

S'agissant des produits transformés, leur tendance est affectée par la baisse des produits manufacturés (-19,2%) induite par la contraction des produits pétroliers (-34,8%).

✓ ***Importations soutenues par les biens de consommation et les biens d'équipement***

Les importations évoluent sous l'impulsion des biens de consommation (+7,8%) et des biens d'équipements (+33,6%) alors que les biens intermédiaires se contractent (-9,0%).

La hausse des biens de consommation dérive de la préférence accrue pour les produits alimentaires notamment les poissons (+19,1%) et le riz (+34,4%) en liaison avec la volonté des importateurs de proposer aux consommateurs une gamme de produits aussi variée que diversifiée.

Quant à la hausse des biens d'équipements, elle provient essentiellement des machines mécaniques (+26,9%), des machines électriques (+15,2%), et des matériels de transport routier (+33,8%) attestant ainsi des nouvelles orientations de politique économique en vigueur dans le pays et qui visent la transformation structurelle de l'économie.

Le fléchissement des importations des biens intermédiaires est le reflet de la baisse des importations de pétrole brut (-30,6%). Hors pétrole brut, les importations de biens intermédiaires croissent de 24,8%. Par ailleurs, la demande de « fer, fonte, acier et ouvrages en aciers » (+44,5%) pour répondre aux besoins dans les BTP, augmente substantiellement.

✓ ***Structure des échanges commerciaux de biens***

Les exportations sont constituées de produits primaires (59,1%) et de produits transformés (40,9%).

Tableau 8 : Structure des exportations

	2014	2015
Produits primaires	**53,1%**	**59,1%**
Agriculture d'exportation	78,4%	79,8%
dont: cacao fèves	*46,2%*	*52,8%*
dont: noix de cajou	*12,0%*	*10,8%*
Produits miniers	21,0%	19,7%
dont: pétrole brut	*9,9%*	*8,1%*
dont: Or	*10,7%*	*11,2%*
Agriculture vivrière, Élevage, Pêche	0,6%	0,5%
Produits transformés	**46,9%**	**40,9%**
1ère Transformation	42,5%	50,5%
dont: Cacao transformé	*27,2%*	*33,8%*
Manufacturiers	53,8%	45,4%
dont: Produits pétroliers	*34,1%*	*23,2%*
Conserves et Préparation Alimentaires	3,7%	4,1%

Source : DGE ; DGD

Les produits primaires restent dominés par l'agriculture d'exportation (79,8%) dont les principales spéculations sont le cacao (52,8%) et la noix de cajou (10,8%). Ils comprennent par ailleurs les produits miniers (19,7%) dont l'or (11,2%) et le pétrole brut (8,1%).

S'agissant des produits transformés, ils sont constitués essentiellement de produits manufacturés (45,4%), notamment de produits pétroliers (23,2%) et de produits de premières transformations (50,5%) tels que le cacao transformé (33,8%).

Les importations sont composées de biens de consommation (42,9%) et de biens intermédiaires (35,0%). Toutefois, la part des biens d'équipements s'est accrue en 2015 (22,1% contre 17,5% en 2014) au détriment des biens intermédiaires. Cette évolution de la

structure des importations relève d'une forte demande de biens d'équipement du fait des investissements.

Tableau 9 : Structure des importations

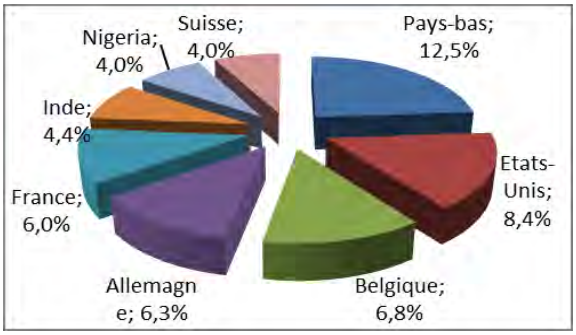
	2014	2015
Biens de Consommation	**42,0%**	**42,9%**
Produits alimentaires	41,9%	45,0%
dont: Poissons	*21,0%*	*21,6%*
Riz	*23,5%*	*27,3%*
Biens intermédiaires	**40,5%**	**35,0%**
dont: Pétrole brut	*61,0%*	*46,5%*
Fer, fonte, acier et ouvrages en acier	*12,7%*	*20,2%*
Biens d'équipement	**17,5%**	**22,1%**
dont: Machines mécaniques	*47,2%*	*44,8%*
Machines électriques	*19,6%*	*16,9%*

Source : DGE ; DGD

✓ ***Répartition géographique des échanges***

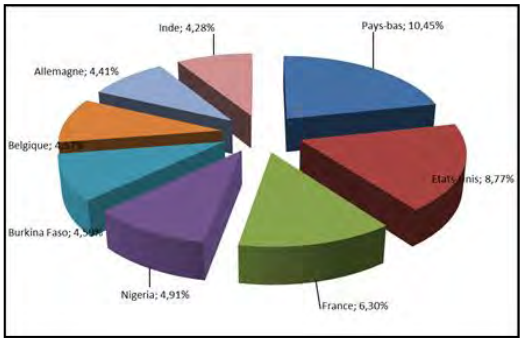
La répartition géographique des échanges extérieurs à fin décembre 2015 indique que l'Union Européenne, l'Asie et la CEDEAO sont les premiers partenaires commerciaux de la Côte d'Ivoire. Ils totalisent 82,0% des échanges.

Graphique 13 : Répartition géographique des exportations en 2014



Source : DGD, DGE

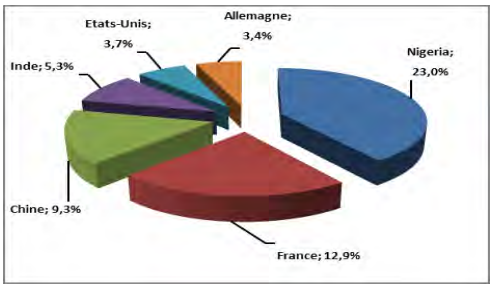
Graphique 14 : Répartition géographique des exportations en 2015



Source : DGD, DGE

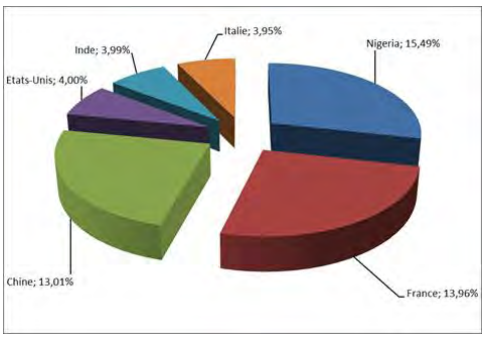
En Europe, les Pays Bas (12,5%), la Belgique (6,8%), l'Allemagne (6,3%) et la France (6,0%) sont les principales destinations des produits ivoiriens. Au niveau africain, le Nigeria (4,0%) occupe le premier rang. Sur le continent américain, les Etats-Unis (8,4%) se positionnent à la première place. Enfin, en Asie le principal partenaire reste l'Inde (4,0%) en relation avec la forte demande en noix de cajou.

Graphique 15 : Répartition géographique des importations en 2014



Source : DGD, DGE

Graphique 16 : Répartition géographique des importations en 2015



Source : DGD, DGE

Quant aux importations, elles proviennent essentiellement de la CEDEAO, de l'Union Européenne et de l'Asie. Le poids de la CEDEAO s'explique par les achats de pétrole brut en provenance du Nigéria (15,4%) destiné à la SIR. Au niveau de l'Europe et de l'Asie, la France et la Chine se positionnent en tête avec respectivement 13,9% et 13,0% des importations.

II.4.SITUATION DES MARCHES MONETAIRE ET BOURSIER

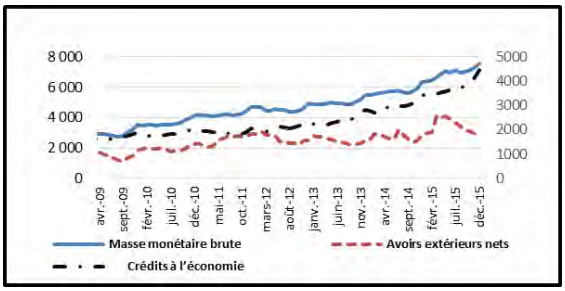
II.4.a. Marché monétaire

La situation monétaire, à fin décembre 2015, est caractérisée par une hausse de la masse monétaire et de ses contreparties, traduisant la bonne santé de l'économie ivoirienne.

En effet, la masse monétaire ressort à 7561,8 milliards, en accroissement de 18,8% (+1 198,0 milliards) par rapport à

son niveau de décembre 2014. Cette augmentation est impulsée par la progression des avoirs extérieurs et l'amélioration des crédits intérieurs nets. Elle se ressent à la fois au niveau des monnaies fiduciaire (+13,8% ; +260,0 milliards) et scripturale (+20,9% ; +938,0 milliards).

Graphique 17 : Principaux agrégats monétaires (en milliards de FCFA)



Source : BCEAO, DGE

Les avoirs extérieurs se chiffrent à 1 985,0 milliards, en augmentation de 11,4% (+204,3 milliards) grâce à la nette amélioration du rapatriement des recettes d'exportation au regard des efforts conjoints du Gouvernement et de la Banque Centrale. Par ailleurs, les avoirs extérieurs bénéficient également de la mobilisation des ressources issues des emprunts sur le marché financier sous régional et international.

S'agissant des crédits intérieurs nets, ils s'établissent à 5 911,6 milliards, en accroissement de +19,7% (+975,0 milliards) en relation avec l'augmentation de la Position Nette du Gouvernement et du crédit net à l'économie. L'amélioration de la Position Nette du Gouvernement (-3,0 % ; -45,3 milliards) provient des engagements du Trésor vis-à-vis du système bancaire, en lien avec le fort besoin de financement public induit par les différents investissements en cours.

Concernant le crédit net à l'économie, il croît de +29,6% (+1 020,2milliards) pour ressortir à 4 466,6 milliards. Cette orientation favorable est attribuable à l'évolution positive de tous les types de crédit. Ainsi, les crédits ordinaires de court terme destinés aux ménages et à la trésorerie des entreprises augmentent de 24,9% (+471,3 milliards). De même, les crédits à moyen et long terme alloués principalement aux entreprises progressent de 34,0% (+435,1 milliards). L'évolution de ces différents crédits est la preuve de l'implication du secteur bancaire dans le financement de l'économie.

L'apport des banques pour soutenir les activités économiques se ressent également à travers les conditions des banques qui se sont améliorées de façon générale à fin décembre 2015 par rapport à la même période de l'année précédente. En ce qui concerne les taux d'intérêt moyens appliqués par les banques, ils ont été maintenus bas dans l'optique d'attirer les acteurs économiques et de les accompagner de façon durable et efficace dans le déroulement de leurs activités.

Ainsi, sur les douze mois de l'année 2015, le montant cumulé des nouvelles mises en place de crédits ordinaires se chiffrent à 4 256,4 milliards, en hausse de 26,0% (+877,7 milliards). Cette croissance est amenée par l'augmentation des crédits accordés aux « autres sociétés » (+640,2 milliards), aux « entreprises individuelles » (+139,8 milliards), aux « particuliers » (+87,6 milliards » et à « l'Etat et organismes assimilés » (+35,7 milliards). Le taux d'intérêt moyen s'établit à 6,2%, en baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport à son niveau de 2014 avec une durée moyenne de crédits un peu moins longue (13,5 mois en 2015 contre 14,2 mois en 2014).

S'agissant des effets de commerce escomptés, le montant cumulé a atteint 792,3 milliards, en accroissement de 24,0% (+153,1 milliards) en relation avec l'utilisation de plus en plus courante de ce type de crédit par les entreprises. Le taux d'intérêt moyen appliqué aux escomptes recule de 0,8 point de pourcentage pour s'afficher à 7,9%.

Enfin, au niveau des dépôts, le cumul des montants progresse de 3,1% (+49,7 milliards) pour atteindre 1 631,0 milliards à fin décembre 2015 par rapport à son niveau de 2014. Le taux moyen créditeur est ressorti à 5,0%, en retrait de 0,2 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.

L'évolution globale des différents modes de financement de l'économie montre la place stratégique du secteur bancaire dans la création de richesse. Les banques s'engagent dans un partenariat Etat, banque et secteur privé et comptent poursuivre leur soutien au financement de l'économie.

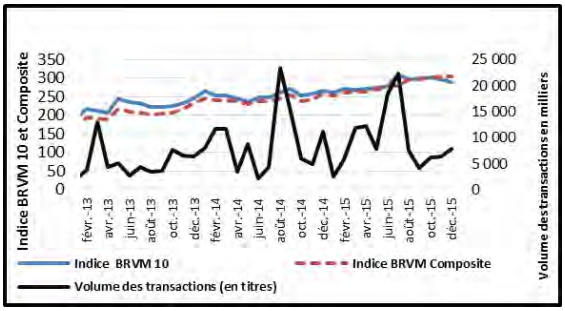
II.4.b. Marché boursier

A fin décembre 2015, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) se comporte favorablement grâce à la consolidation de la croissance en Côte d'Ivoire et dans l'ensemble de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) ainsi qu'aux perspectives de

développement qui la rendent attractive pour les investisseurs. Par ailleurs, la BRVM se hisse au premier rang des bourses africaines en termes de progression de ses indices. Ce positionnement de la BRVM est le fruit de la stratégie de promotion régionale et internationale déployée depuis plus de trois ans par ses dirigeants. Il traduit également les atouts de l'intégration, de la stabilité monétaire et confirme les bénéfices de l'innovation. Ainsi, les indices boursiers moyens sont en hausse par rapport à 2014. En effet, l'indice BRVM composite et l'indice BRVM 10 affichent des hausses respectives de 15,7% et de 11,6% par rapport à l'année dernière.

Cette bonne évolution se ressent également au niveau des indices sectoriels qui ressortent en augmentation, à l'exception du secteur agricole.

Graphique 18 : Principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



La performance de la BRVM se ressent également à travers sa capitalisation boursière composite qui se chiffre à 9 078,9 milliards, en hausse de 21,7% par rapport à fin décembre 2014. Ce bon résultat est attribuable à la progression à la fois du marché des actions (+18,7%) et du marché des obligations (+38,6%). La capitalisation boursière du marché des actions s'est établie à 7 499,7 milliards et celle du marché obligataire à 1 579,2 milliards.

En moyenne, le volume des transactions (nombre de titres côtés) a augmenté de 2,1% ainsi que la valeur des transactions qui a fortement progressé de 42,6%. A fin décembre 2015, le nombre de titres échangés est de 7 936 388 pour une valeur de 31,9 milliards de FCFA.

En somme, la BRVM peut compter sur l'intérêt croissant qu'affichent les investisseurs originaires d'Europe, d'Asie et des Amériques pour le marché boursier sous régional. En termes de perspectives, la BVRM devrait enregistrer l'arrivée de cinq (5) nouvelles entreprises en 2016 et compte multiplier les efforts en vue d'accroître la capitalisation, le nombre d'entreprises cotées et la liquidité du marché. En outre, la BRVM souhaite se lancer définitivement dans le financement des PME. Par ailleurs, elle compte créer un fonds d'accompagnement à l'introduction en Bourse pour les PME.

CONCLUSION

L'évolution des secteurs d'activité laisse présager l'atteinte du taux de croissance du PIB prévu à 9,5% en 2015. Cette bonne performance, en relation avec le regain de la demande intérieure ainsi que les investissements privés et publics, situe le pays parmi les économies les plus dynamiques du continent et dans le monde. Les perspectives pour l'année 2016 sont favorables avec (i) le regain de confiance dans la conduite de la politique économique et financière suite à des élections présidentielles apaisées, (ii) le démarrage de la mise en œuvre du PND 2016-2020 et (iii) l'engagement du Gouvernement à poursuivre les réformes structurelles de grande ampleur, en particulier pour l'amélioration continue du climat des affaires et de la bonne gouvernance.